

**Les investissements internationaux :
l'évolution canadienne
dans le cadre de la mondialisation**



**INVESTMENT
CANADA**

**INVESTISSEMENT
CANADA**

**Les investissements internationaux :
l'évolution canadienne
dans le cadre de la mondialisation**

Investissement Canada
Janvier 1991

Les investissements internationaux : l'évolution canadienne dans le cadre de la mondialisation

Document de travail n° 1990-VI (mis à jour)

Série de documents de travail d'Investissement Canada : Les documents de travail d'Investissement Canada sont mis en circulation auprès des parties intéressées aux fins d'examen et pour leur information.

La présente publication, intitulée **Les investissements internationaux : l'évolution canadienne dans le cadre de la mondialisation**, est diffusée pour renseigner les Canadiens sur le phénomène de la mondialisation et sur le rôle important que jouent dans cette évolution les investissements internationaux directs. Investissement Canada se propose de procéder périodiquement à la mise à jour du présent document dans le but d'y intégrer de plus récentes données. Le présent exposé est conçu comme une simple présentation des faits, et la responsabilité de l'interprétation des données incombe au Groupe de la recherche sur l'investissement d'Investissement Canada.

Prière d'adresser tout commentaire à : John Knubley
Directeur
Recherche sur l'investissement
Investissement Canada
C.P. 2800, succursale D
Ottawa (Ontario)
K1P 6A5

Tél. : (613) 995-7077



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Introduction

La mondialisation des marchés qui a caractérisé la période de l'après-guerre a sensiblement fait augmenter la concurrence internationale. Le monde des affaires doit se réorganiser de façon à soutenir cette concurrence, et les sociétés d'envergure mondiale s'imposent de plus en plus. Les coentreprises, les fusions, les prises de contrôle et les autres formes d'alliances stratégiques remettent en cause les distinctions que l'on peut faire entre entreprises nationales et entreprises étrangères. En fait, l'investissement étranger est rapidement en voie de devenir l'instrument stratégique qu'utilisent les entreprises pour accéder aux marchés extérieurs. En outre, il constitue de plus en plus un moyen dont on se sert pour rendre plus facile l'accès aux nouvelles technologies et aux ressources humaines spécialisées.

Le présent exposé commence par un aperçu des principaux aspects économiques de la mondialisation, soit l'interdépendance croissante des consommateurs, des producteurs, des fournisseurs et des gouvernements des différents pays. La mondialisation n'entraîne pas la disparition pure et simple des caractères distinctifs nationaux ou culturels; elle signifie cependant que les gouvernements doivent tenir compte des tendances internationales lorsque vient le moment d'élaborer leurs politiques dans des domaines comme celui des investissements étrangers.

La plupart des pays industrialisés ont des politiques relativement ouvertes à l'égard des investissements étrangers, ou sont en voie de les libéraliser. En remplaçant en 1985 la *Loi sur l'examen des investissements étrangers* par la *Loi sur l'investissement Canada*, le gouvernement du Canada a reconnu que l'investissement revêt une importance fondamentale sur les plans de la croissance économique et du progrès technique. En plus de réglementer les acquisitions étrangères, Investissement Canada promeut activement le pays comme un endroit propice

aux investissements, qu'ils soient faits par des Canadiens ou des non-Canadiens.

Le message semble avoir porté. En effet, les investissements nationaux et internationaux ont considérablement augmenté au pays, ce qui contribue à soutenir la croissance économique et à affermir la compétitivité à long terme du Canada. Les Canadiens reconnaissent par ailleurs la nécessité d'investir eux aussi à l'étranger, ce dont témoignent les investissements internationaux des Canadiens qui, ces 10 dernières années, ont augmenté 2 fois plus vite que les investissements étrangers au Canada.

Malgré le rôle de plus en plus important que jouent les investissements étrangers dans les principaux pays industrialisés, bien des Canadiens craignent toujours les répercussions éventuelles d'une économie plus ouverte. Ces inquiétudes ne semblent pas avoir leur raison d'être étant donné que les avantages de la mondialisation sont de beaucoup supérieurs aux inconvénients. Quoi qu'il en soit, le gouvernement demeure sensible à ces préoccupations, d'où le mandat légalement confié à Investissement Canada d'examiner les acquisitions faites par des investisseurs étrangers. Les prises de contrôle par des étrangers ne sont approuvées que si le ministre responsable est convaincu qu'elles sont à l'avantage net du pays.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Un exposé comportant quatre grandes parties

A. La mondialisation des marchés

- la croissance rapide des échanges commerciaux et des investissements, plus rapide que celle de la production mondiale;
- l'internationalisation des marchés;
- la réforme complète des structures industrielles et la réorganisation des entreprises;
- la multiplication des réseaux internationaux de sociétés et de recherche;
- l'investissement en tant qu'instrument stratégique.

B. Les investissements internationaux au Canada

- une augmentation considérable des investissements directs étrangers attribuable surtout aux bénéfices non distribués plutôt qu'aux flux d'échanges extérieurs;
- une légère augmentation du contrôle étranger depuis 1985 suivant une importante baisse après 1971;
- la diversification croissante des sources d'investissements étrangers; les investissements américains ont connu une diminution, alors que ceux en provenance du Japon et de Hong Kong ont augmenté;
- Une proportion croissante des investissements directs étrangers (IDÉ) concerne des acquisitions; les IDÉ effectués en vue de créer de nouvelles entreprises ou d'agrandir des entreprises existantes ont néanmoins continué d'augmenter;

- environ la moitié des acquisitions étrangères dans une année donnée visent la prise de contrôle d'éléments d'actif qui sont déjà de propriété étrangère au Canada;
- soixante pour cent des investissements étrangers sont faits dans les secteurs du commerce et de la fabrication, et plus de la moitié le sont en Ontario.

C. Les investissements canadiens à l'étranger

- les Canadiens investissent de plus en plus dans le monde; en 1970, on comptait moins de 800 entreprises au Canada ayant effectué des investissements directs à l'étranger, alors que ce nombre avait presque doublé en 1986 (année à laquelle remontent les derniers chiffres disponibles), pour atteindre 1 476;
- plus de 50 % des investissements directs à l'étranger ont été effectués par moins de 25 entreprises;
- la plupart des investissements directs canadiens à l'étranger touchent des filiales à participation majoritaire; plus de 70 % de ces investissements sont faits aux États-Unis, et les investissements entre filiales d'une même société acquièrent de plus en plus d'importance.

D. La position du Canada au chapitre de l'investissement direct net

- depuis 1985, le Canada est indubitablement un importateur net d'investissements directs étrangers.



Partie A
La mondialisation des marchés



**INVESTISSEMENT
CANADA**

**INVESTMENT
CANADA**

La mondialisation des marchés

Par « mondialisation », on entend l'intégration des marchés à l'échelle mondiale ou l'interdépendance croissante des consommateurs, des producteurs, des fournisseurs et des gouvernements de différents pays.

Manifestations de la mondialisation :

- la croissance plus rapide du commerce mondial et des investissements directs étrangers que celle de la production mondiale;
- l'ouverture de plus en plus grande des principales économies;
- l'importance croissante des blocs de commerce régionaux et des échanges intrasociétés;
- la distinction de moins en moins nette entre le secteur de la production exportable et celui de la production non commercialisable; l'entrée progressive du secteur des services dans les échanges commerciaux internationaux;
- l'ampleur et la rapidité des flux de capitaux à l'échelle internationale;
- la rationalisation de l'industrie à l'échelle mondiale et la réorganisation en profondeur des entreprises;
- la création de réseaux internationaux et d'autres formes d'alliances stratégiques entre entreprises;
- l'importance croissante des marchés européens et asiatiques;
- la concurrence internationale accrue et l'importance croissante des industries à forte concentration de connaissances.



Figure 1 : Croissance du commerce mondial et des investissements directs à l'étranger

- la mondialisation, ou l'interdépendance croissante des marchés et des économies nationales, est reliée à de nombreux facteurs dont l'expansion du commerce mondial et des investissements internationaux;
- la croissance du commerce mondial et des investissements internationaux a été plus rapide que celle de la production mondiale, et les marchés sont de moins en moins définis en fonction des frontières nationales;
- la lenteur de la croissance du commerce mondial au début des années 1980 reflète l'effondrement des prix des produits de base et la récession mondiale de 1981-1982; en volume, le rythme des échanges mondiaux a été beaucoup plus soutenu que ne le laisse voir la figure 1;
- en 1986, la valeur des exportations mondiales était sept fois plus importante qu'elle ne l'était en 1970, tandis que leur volume a plus que triplé au cours de la même période;
- le commerce mondial a enregistré une forte croissance au cours de la période 1986-1988, puisque les échanges ayant augmenté de plus de 17 % par année; le commerce mondial des marchandises s'est accru de 7,5 % en 1989, et la valeur totale des échanges a franchi pour la première fois le seuil des 3 billions de dollars US;
- au cours des années 1980, les exportations du Canada ont augmenté de 107 %, comparativement à 86 % en moyenne pour l'ensemble des pays; le Canada est passé du dixième au septième rang mondial parmi les principaux pays exportateurs;
- au cours de la dernière décennie, les investissements internationaux directs (qui confèrent au moins un certain degré de contrôle étranger) ont augmenté beaucoup plus rapidement que le commerce mondial; depuis 1986, le flux des investissements directs étrangers (IDÉ) aux États-Unis a plus que doublé; le stock des IDÉ, en pourcentage de la valeur totale nette des sociétés non financières aux États-Unis, s'est accru : de 6,3 % qu'il était en 1986, il est passé à 8,9 % en 1989.

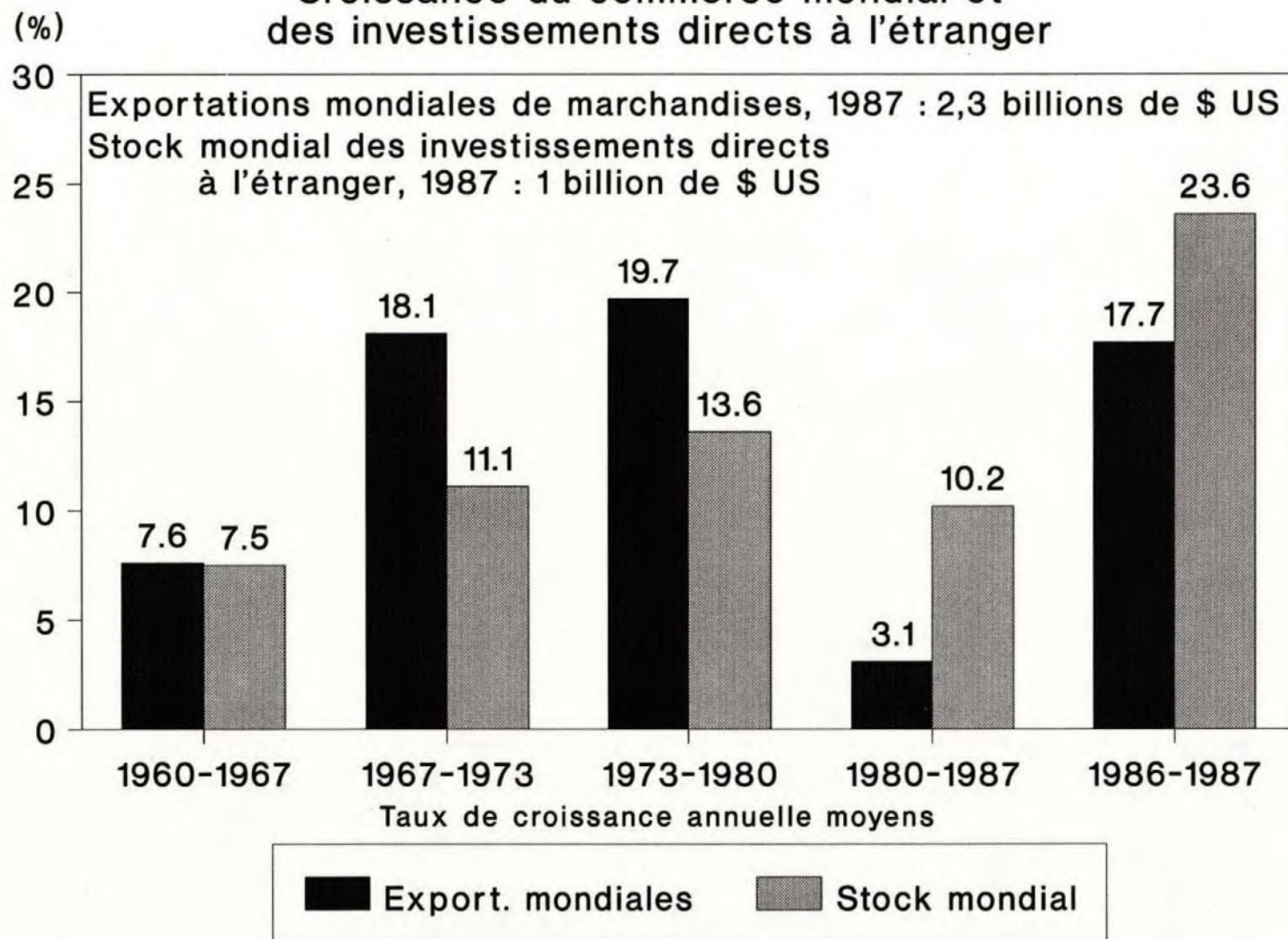


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 1

Croissance du commerce mondial et
des investissements directs à l'étranger



Sources : *U.S. Dept. of Commerce* et *Fonds monétaire int.*



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 2 : Croissance de la production et du commerce mondiaux

- depuis 1985, la croissance du commerce mondial a été de beaucoup supérieure à celle de la production mondiale;
- la croissance du commerce mondial s'est accompagnée d'une modification de la répartition des échanges commerciaux, en particulier d'une diminution de la prédominance des États-Unis;
- en 1988, l'Allemagne de l'Ouest s'est classée premier parmi les principaux pays exportateurs, détrônant ainsi les États-Unis qui occupaient traditionnellement ce rang (les exportations ouest-allemandes ont alors représenté 11,4 % des exportations mondiales, comparativement à 11,3 % pour ce qui est de celles des États-Unis);
- les exportations du Japon ont augmenté beaucoup plus rapidement que les exportations mondiales; même les pays en voie de développement ont accru leur part des échanges mondiaux;
- il existe une étroite corrélation entre la croissance des exportations et celle du produit intérieur brut; les pays ouverts sur l'extérieur ont généralement tendance à obtenir de bien meilleurs résultats que les pays protectionnistes.

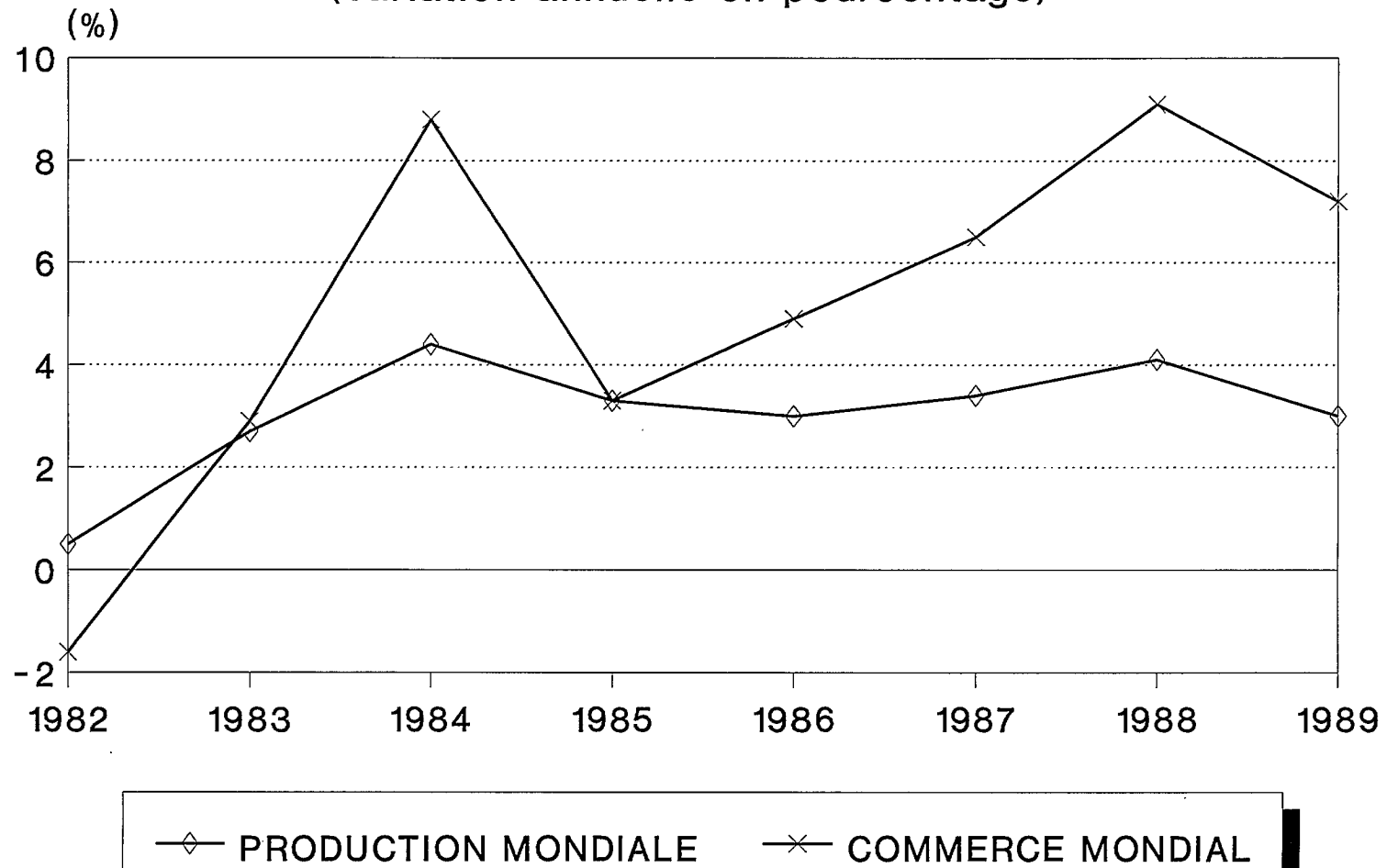


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 2

Croissance de la production et du commerce mondiaux
(variation annuelle en pourcentage)



Source : Perspectives de l'économie mondiale, FMI.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 3 : Exportations de biens et de services en % du PIB

- la croissance du commerce mondial a entraîné une ouverture beaucoup plus grande de la part des principaux pays industrialisés;
- tous les pays du Groupe des sept, à l'exception du Japon, ont enregistré une augmentation considérable de leurs exportations par rapport à leur produit intérieur brut; les données nationales de chaque pays sont plus significatives que celles relatives à l'ensemble des États concernés, ces dernières n'étant pas à l'abri des fluctuations du taux de change du dollar américain;
- le degré d'ouverture du Canada a augmenté de presque 10 points de pourcentage au cours de la période 1960-1988; l'économie de notre pays est l'une des plus ouvertes du monde;
- exception faite de l'Allemagne de l'Ouest, le degré d'ouverture des pays membres du Groupe des sept a quelque peu diminué à la suite de la récession mondiale de 1981-1982;
- l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les préparatifs entourant l'Europe de 1992, la libéralisation des marchés d'Europe de l'Est et l'aboutissement attendu de l'*Uruguay Round* du GATT sont autant de facteurs qui devraient permettre à la tendance à long terme à une interdépendance mondiale de se maintenir;
- étant donné que le commerce mondial a connu ces dernières années une croissance beaucoup plus rapide que celle de la production mondiale, il en résulte une plus grande interdépendance.

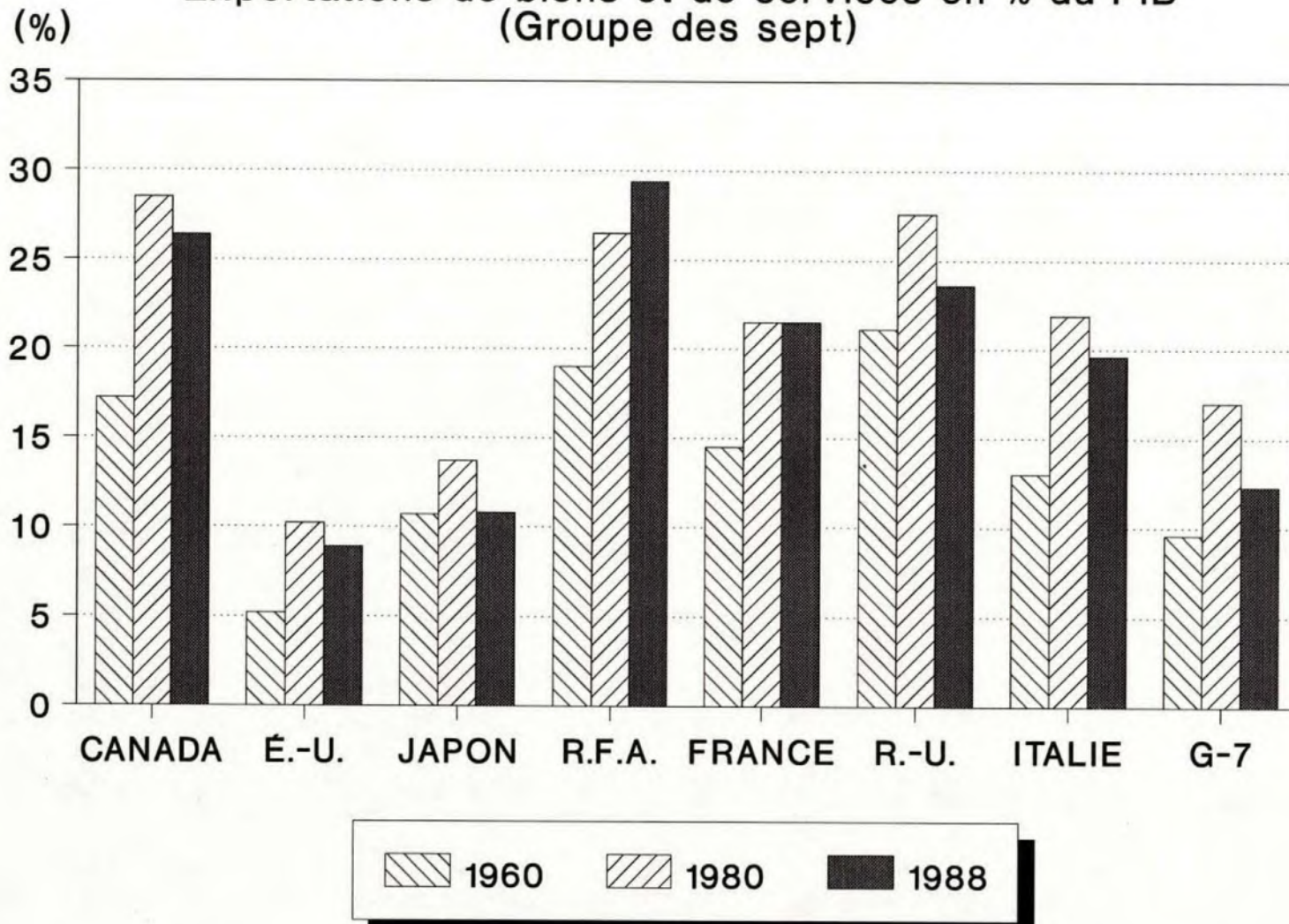


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 3

Exportations de biens et de services en % du PIB
(Groupe des sept)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 4 : Flux des échanges mondiaux

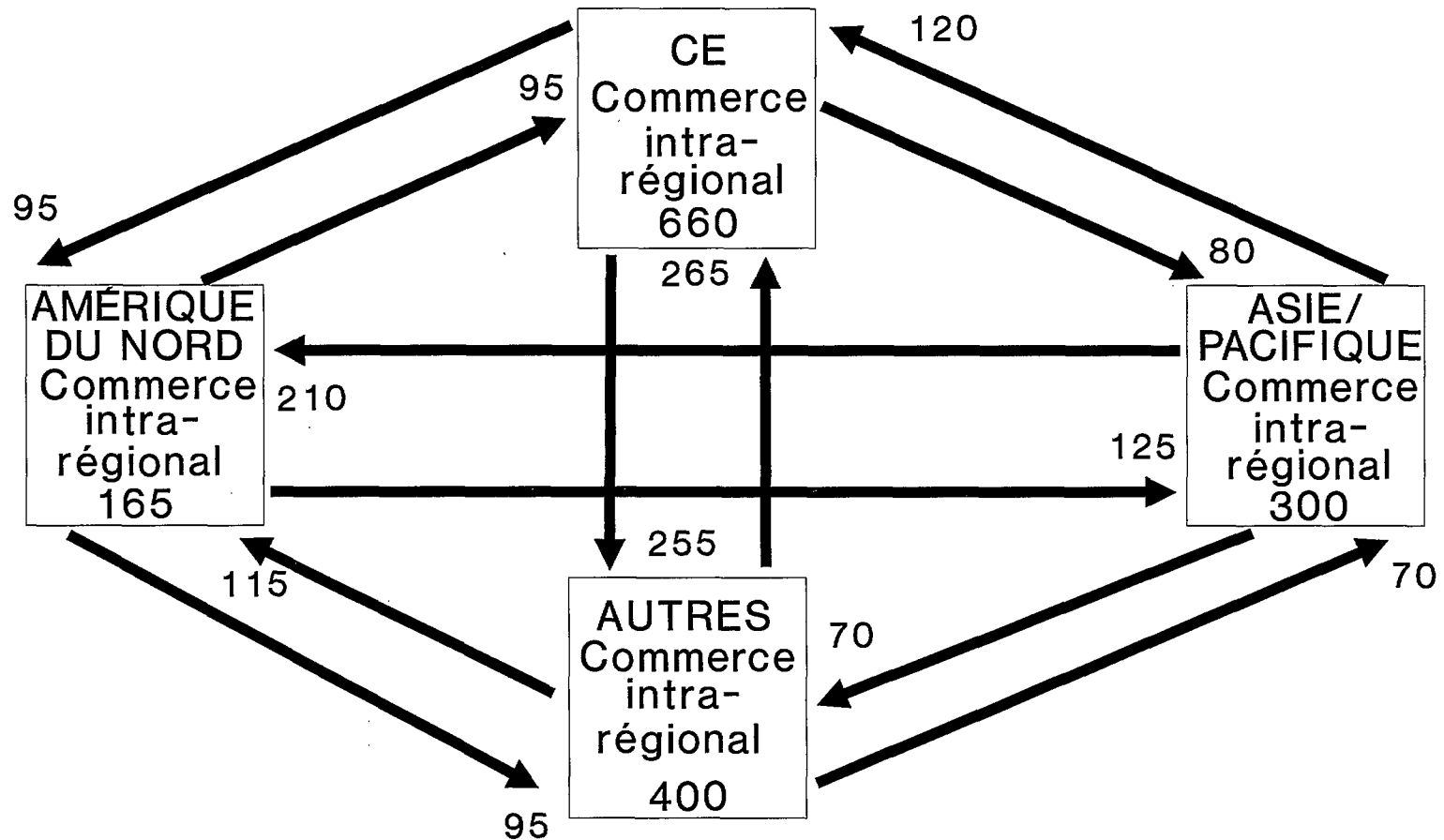
- le fait que des pays ou des groupes de pays contestent aujourd'hui la domination des États-Unis sur le plan des échanges commerciaux constitue un autre aspect de la mondialisation;
- de toute évidence, les pays asiatiques et européens participent de façon beaucoup plus marquée au commerce mondial qu'ils ne l'ont fait dans la période qui a immédiatement suivi la guerre;
- les liens commerciaux occidentaux s'étendent maintenant jusqu'à la région de l'Asie et des pays du Pacifique, et le commerce mondial s'annonce encore plus diversifié par suite des événements survenus dernièrement en Europe de l'Est;
- les États-Unis représentent un immense marché intérieur, certains États américains étant beaucoup plus importants que quelques-uns des pays membres de la Communauté européenne; c'est ce qui explique pourquoi le commerce intrarégional est nettement moins important en Amérique du Nord qu'au sein de la Communauté européenne.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 4
Flux des échanges mondiaux, 1989
(en milliards de \$ US)



Nota : Les chiffres ont été arrondis aux 5 milliards de \$ US près.

Sources : GATT et OCDE.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 5 : L'importance croissante qu'ont pour le Canada des marchés autres que celui des États-Unis

- il est intéressant de noter que la dépendance du Canada à l'égard du marché d'exportation américain diminue depuis 1985; au cours de la même période, le taux de croissance des exportations canadiennes à destination des États membres de la Communauté européenne et des pays de la ceinture du Pacifique s'est maintenu au-dessus des 10 %, alors que les exportations canadiennes vers les États-Unis se sont accrues de moins de 1 % annuellement de 1985 à 1987, et de seulement 3,6 % par année entre 1987 et 1989;
- en 1985, 77,9 % des exportations canadiennes étaient destinées aux États-Unis, comparativement à seulement 73,3 % en 1989; les pays de la Communauté européenne représentent maintenant la destination de 8,5 % des exportations du Canada (une hausse par rapport au niveau de 5,9 % enregistré en 1985), tandis que 11,9 % des exportations canadiennes se font vers les pays de la ceinture du Pacifique (comparativement à 8,6 %); il s'agit là d'un revirement de situation contrastant avec la dépendance croissante des exportateurs canadiens à l'égard du marché américain dans la première moitié des années 1980;
- bien que la croissance des exportations canadiennes vers les États-Unis soit plutôt lente comparativement à celle enregistrée sur les autres marchés étrangers, les États-Unis continuent d'offrir à nos exportateurs les meilleures perspectives d'augmentation en dollars absolus, étant donné que le marché américain représente encore la destination d'une très grande partie des exportations du Canada (73 %).

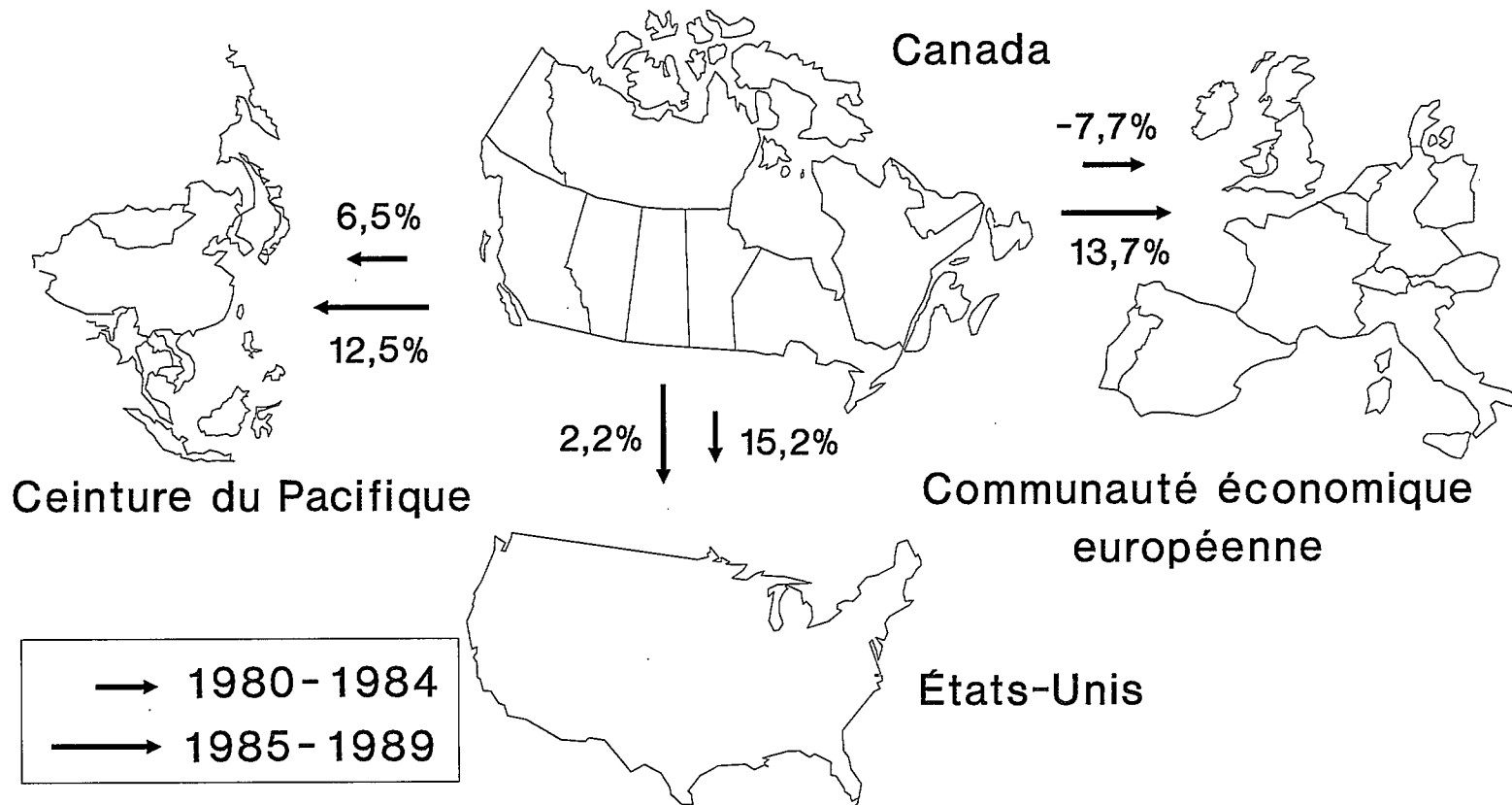


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 5

L'importance croissante qu'ont pour le Canada des marchés
autres que celui des États-Unis
(croissance annuelle moyenne des exportations)



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 6 : Le commerce entre les blocs régionaux

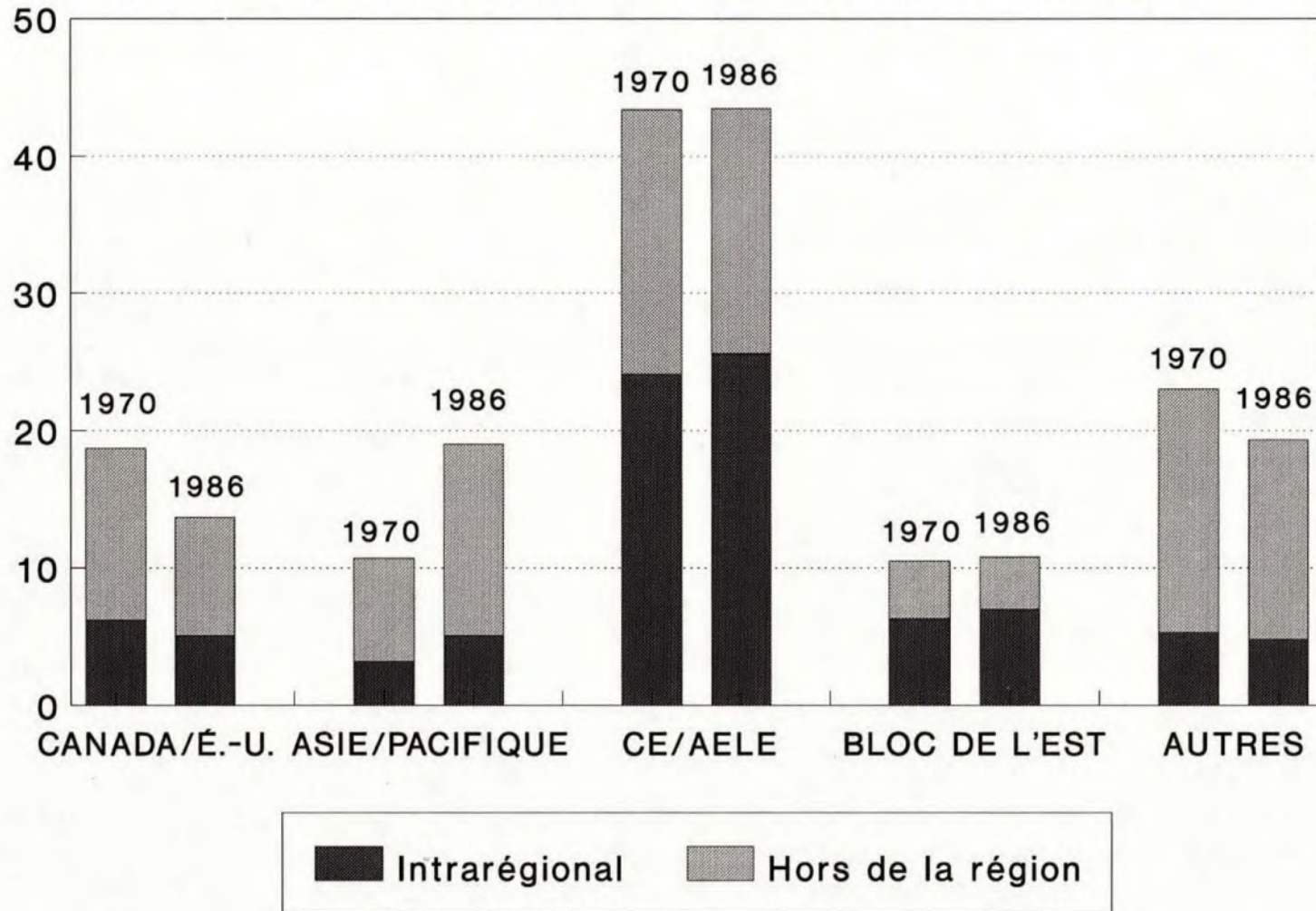
- l'importance croissante des blocs de commerce régionaux — particulièrement en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest — risque de ralentir le processus de la mondialisation tout en se révélant par ailleurs stimulante à bien des égards;
- comme le montre la figure 6, le commerce intrarégional dans son ensemble est nettement plus important que le commerce entre les différents blocs; il y a lieu de signaler particulièrement l'ampleur du commerce intrarégional entre les pays d'Europe de l'Ouest;
- en Amérique du Nord comme en Europe de l'Ouest, le commerce intrarégional s'est accru pendant la période 1970-1986; cette tendance devrait se maintenir et pourrait même s'accroître lorsque l'Europe de 1992 sera chose faite et si un accord nord-américain de libre-échange (comprenant le Mexique) se matérialise;
- dans la région de l'Asie et des pays du Pacifique, le commerce intrarégional a connu une croissance moins rapide que l'ensemble du commerce des pays concernés; malgré tout, sur le plan du commerce à l'échelle mondiale, le commerce intrarégional de ce bloc prend de l'ampleur;
- par suite des importants investissements faits par le Japon dans les pays de l'ANASE (l'Indonésie, la Malaisie, le Brunei, la Thaïlande, Singapour et les Philippines) et de l'augmentation considérable de l'aide au développement de ces pays, une zone de commerce se constitue en Asie de l'Est, où les échanges intrasociétés se multiplient rapidement;
- les participants aux réunions ministérielles sur la coopération économique dans la région de l'Asie et des pays du Pacifique, qui représentent l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les pays de l'ANASE, la Corée du Sud, les États-Unis et le Canada, tentent de structurer leurs rapports en matière de commerce et d'investissement.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 6
 Le commerce entre les blocs régionaux
 (%) (pourcentage des exportations mondiales de marchandises)



Source : Institut C. D.-Howe.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 7 : L'importance croissante des échanges intrasociétés

- la mondialisation a par ailleurs donné lieu à une vaste restructuration industrielle marquée entre autres par une préférence croissante pour l'intégration verticale; comme nous le verrons plus loin, les fusions et les acquisitions à l'échelle internationale ont été fort nombreuses au cours des 10 dernières années;
- en conséquence, les échanges intrasociétés représentent aujourd'hui une part très importante de l'ensemble du commerce mondial; ce genre d'échanges constituerait environ le tiers du commerce mondial de biens manufacturés;
- l'exemple des échanges entre les sociétés mères américaines et leurs filiales étrangères à participation majoritaire que montre la figure 7 illustre bien l'importance des échanges intrasociétés; dans le premier graphique à colonnes, les exportations des filiales sont indiquées en pourcentage des exportations totales à destination du pays ou de la région en question; ainsi, dans le cas des exportations américaines à destination du Canada, près de la moitié des exportations totales représentent des échanges intrasociétés;
- ce sont les trois « grands » de l'industrie automobile américaine qui effectuent la très grande majorité des exportations américaines intrasociétés; l'accord commercial de 1965 concernant les produits de l'industrie automobile a facilité la multiplication des exportations destinées à des filiales dans ce secteur;
- le deuxième graphique à colonnes montre la place qu'occupent les échanges intrasociétés entre les filiales américaines à participation majoritaire dans les importations des États-Unis; il fait clairement ressortir que ce genre d'échanges représente plus du tiers des importations américaines en provenance du Canada, la plupart étant reliées au domaine de la fabrication du matériel de transport;
- en ce qui concerne le commerce entre les États-Unis et des pays autres que le Canada, mentionnons que les échanges intrasociétés représentent plus de 30 % des exportations américaines vers les pays de la Communauté européenne, et 15 % de celles à destination des PNI d'Asie; ce n'est qu'au Japon que ce genre d'échanges est jusqu'à un certain point restreint étant donné que le niveau des investissements directs américains dans ce pays est relativement peu important; toutefois, les échanges intrasociétés constituant des exportations américaines vers le Japon prennent rapidement de l'expansion, en particulier dans les secteurs des produits chimiques, de la fabrication de machines non électriques et du commerce de gros;
- bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres concernant les échanges intrasociétés entre les filiales étrangères à participation minoritaire, on peut quand même dire que cette forme de commerce est passablement répandue.

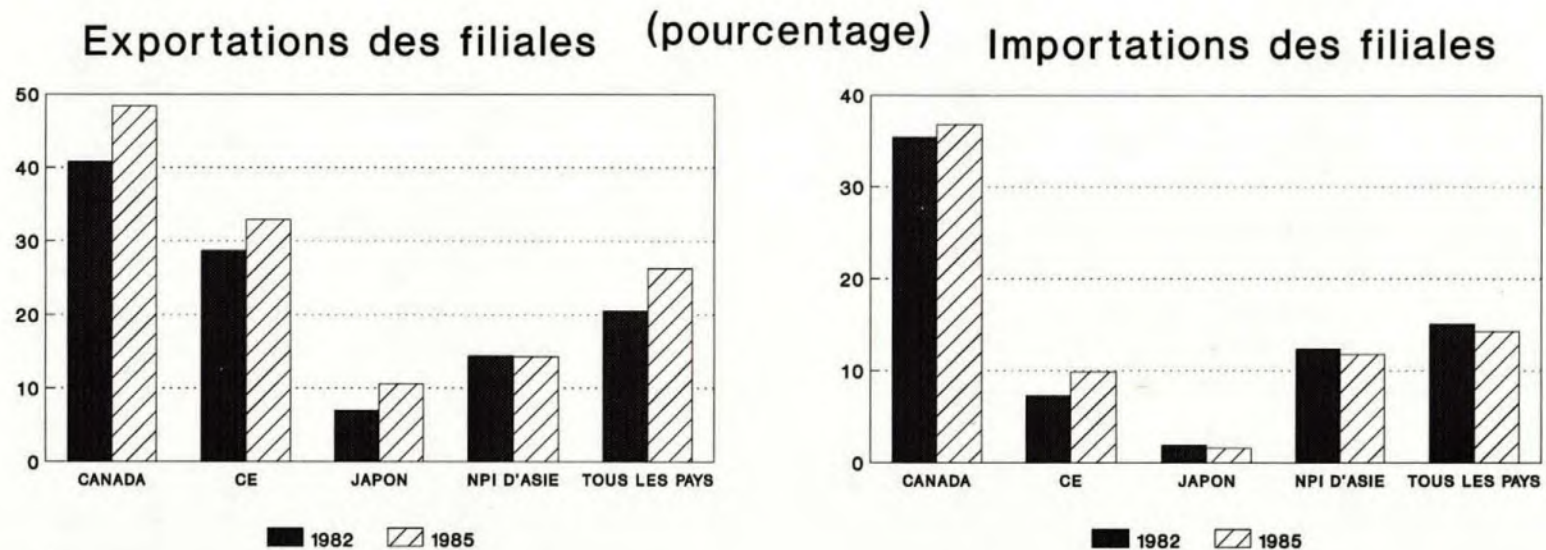


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 7

Commerce de marchandises américaines entre les sociétés mères des É.-U. et leurs filiales étrangères à participation majoritaire en % du commerce total de marchandises américaines



Source : U.S. Department of Commerce.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 8 : Part que représentent les services dans le commerce et l'investissement

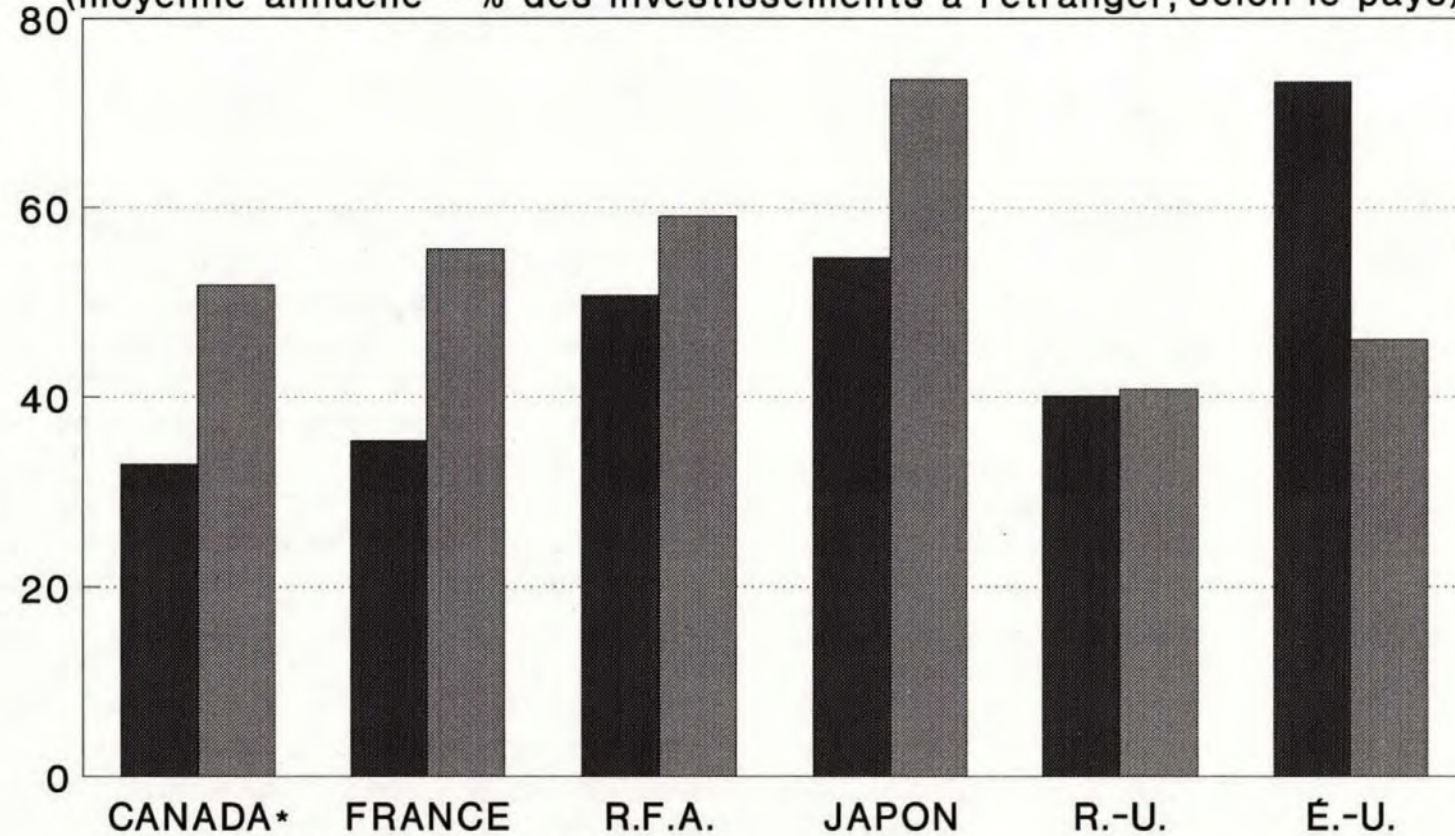
- tout récemment encore, il était courant d'établir une distinction entre le secteur de la production exportable et celui de la production non commercialisable, ce dernier regroupant la majorité des services; cette distinction a de moins en moins sa raison d'être étant donné que de plus en plus de services font l'objet d'échanges à l'échelle internationale;
- les échanges de services représentent plus de 20 % de l'ensemble du commerce entre les pays du Groupe des sept;
- la place de plus en plus grande qu'occupent les services dans le commerce mondial revêt une grande importance compte tenu du rôle déterminant que joue le secteur des services sur les plans de la production et de l'emploi dans les pays industrialisés;
- les échanges dans le secteur des services ont représenté 23 % des exportations américaines en 1987, comparativement à 20 % en 1975; par contraste, la part que représentent les services dans les exportations du Canada demeure peu importante (10 %);
- comme le montre la figure 8, le secteur des services obtient la part du lion en ce qui concerne les investissements directs à l'étranger;
- on constate également qu'au Canada, en France, en Allemagne de l'Ouest et au Japon la part que représentent les services dans les investissements directs à l'étranger augmente; pour ce qui est des États-Unis, on a enregistré une hausse de la part que représente le secteur de la fabrication dans le flux total des investissements directs à l'étranger, en particulier dans les pays de la Communauté européenne.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 8
Part que représentent les services dans les investissements directs à l'étranger
(moyenne annuelle - % des investissements à l'étranger, selon le pays)



* Couvre la période 1984-1986.

■ 1981-1983 ■ 1984-1987

Source : Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, à partir de données nationales.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 9 : Mouvements de capitaux internationaux

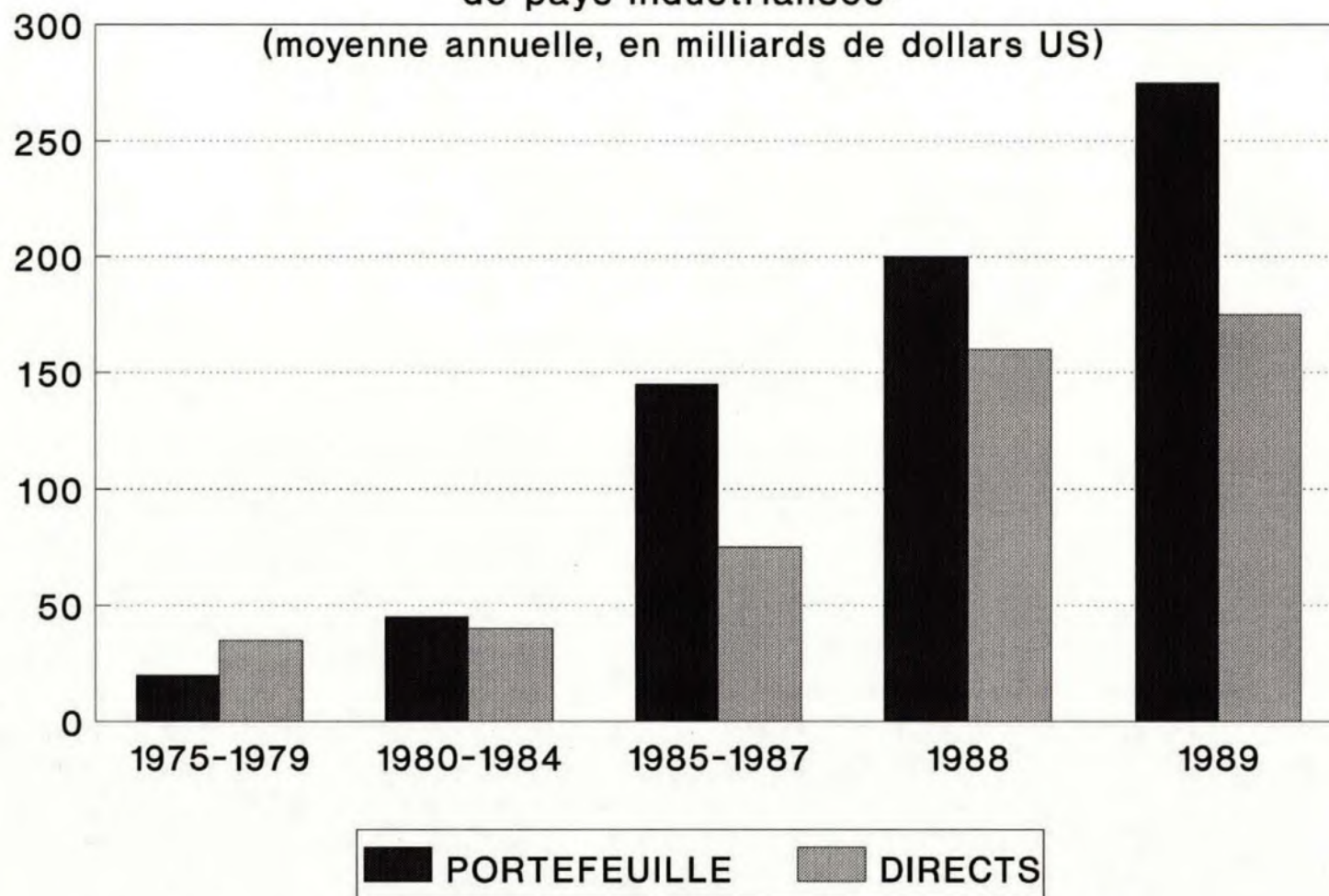
- la libéralisation des marchés financiers internationaux était considérablement en retard sur la libéralisation progressive des échanges de biens et de services, mais on assiste, depuis 1974, à une véritable explosion de mouvements de capitaux internationaux;
- alors que la valeur des échanges commerciaux entre les pays de la Triade atteint environ 600 milliards de dollars par année, celle des opérations de change s'élève à quelque 600 milliards de dollars par jour;
- la déréglementation observée aux États-Unis (dans le but d'autoriser le recyclage des énormes excédents de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole [OPEP] par l'intermédiaire des banques), le flottement du cours du dollar, l'évolution technologique, l'intérêt que présente la diversification pour les investisseurs et les emprunteurs, l'accession du Japon à la maturité financière et la marche de l'Europe vers l'union économique et monétaire sont autant de facteurs qui ont contribué à la deuxième « vague » de la mondialisation;
- en même temps qu'elle contribue à l'efficacité économique mondiale, l'intégration des marchés financiers risque parallèlement d'accentuer l'instabilité dans le monde si elle ne fait pas l'objet d'une étroite surveillance et qu'elle n'est pas administrée comme il se doit;
- à cet égard, il convient de signaler l'extraordinaire croissance des placements de portefeuille; il s'agit essentiellement d'investissements sous forme d'obligations, les investisseurs recherchant surtout un rendement élevé mais sûr; par opposition aux investissements directs, les placements de portefeuille ne procurent aucun contrôle significatif ni de part importante du capital social, et ce, même quand il s'agit de fonds propres; en général, on parle de placement de portefeuille quand la participation au capital est limitée à au plus 10 % des actions avec droit de vote;
- la figure 9 montre clairement que les placements de portefeuille à l'échelle mondiale ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les investissements directs.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 9
Types d'investissements internationaux privés
Sorties brutes de capitaux en provenance
de pays industrialisés*



* Comprend le Groupe des dix, ainsi que l'Australie, l'Espagne et la Suisse.

Source : BRI.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 10 : Stock mondial des investissements directs à l'étranger – Répartition selon les principaux pays d'origine

- les investissements directs procurent une participation au capital social et un certain contrôle, et c'est ce genre d'investissement qui vient de plus en plus souvent compléter les échanges commerciaux; en plus de faciliter l'accès aux marchés, les transferts de technologie et les économies en matière de recherche et de développement, les investissements directs permettent, entre autres avantages, d'utiliser les ressources financières et humaines de la manière la plus productive et d'élargir l'assiette de l'impôt;
- la figure 10 montre le pourcentage du stock mondial des investissements directs à l'étranger (qui totalisait 1 billion de dollars US en 1987) que détiennent les principaux pays; par exemple, en 1987, les investissements américains représentaient 31,5 % de ce stock, alors qu'ils en constituaient quelque 50 % en 1967;
- le Japon et l'Allemagne de l'Ouest comptent maintenant parmi les grands intervenants économiques; en 1987, près de 10 % du stock mondial des investissements directs à l'étranger provenait d'Allemagne de l'Ouest, et 7,5 %, du Japon;
- la participation du Canada a également augmenté : de 3,3 % qu'elle était en 1967, elle est passée à 4,5 % en 1987;
- un équilibre beaucoup plus grand se dessine entre les parts des pays industrialisés occidentaux; la domination des États-Unis est chose du passé, et l'Europe de l'Ouest et l'Asie de l'Est sont devenues des partenaires plus égaux au sein de la Triade.

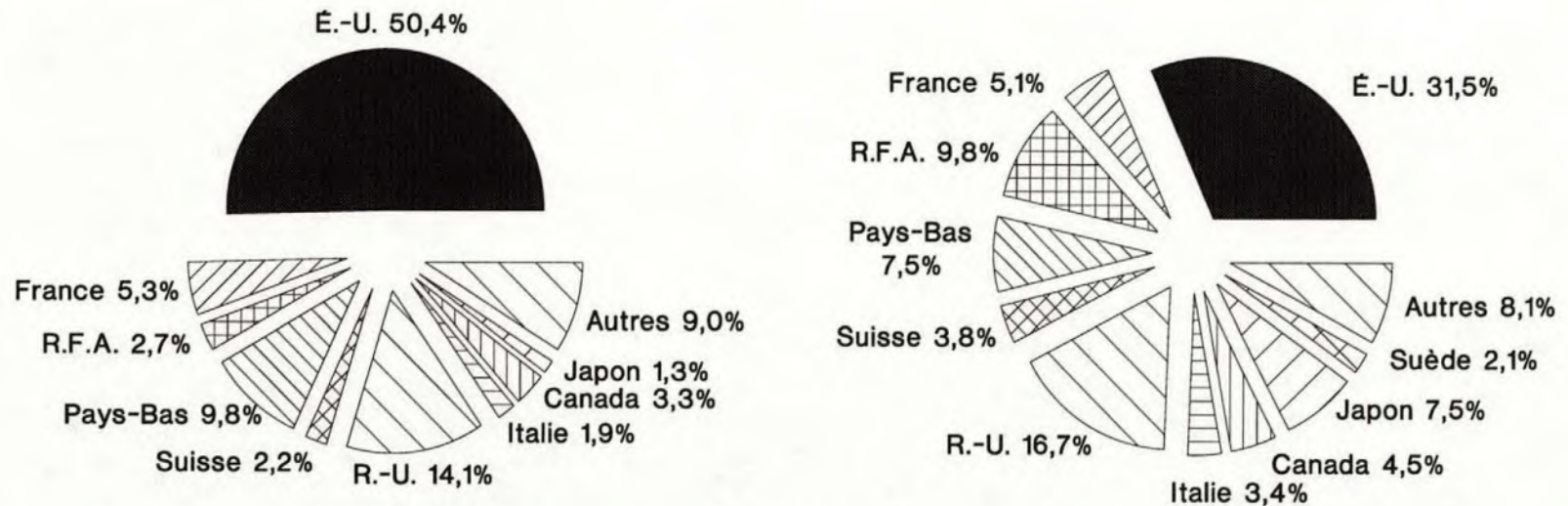


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 10

Stock mondial des investissements directs à l'étranger
(ventilation selon les principaux pays d'origine)



Total de 1967 : 112,3 milliards de \$ US Total de 1987 : 1 billion de \$ US

Source : *U.S. Department of Commerce.*



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

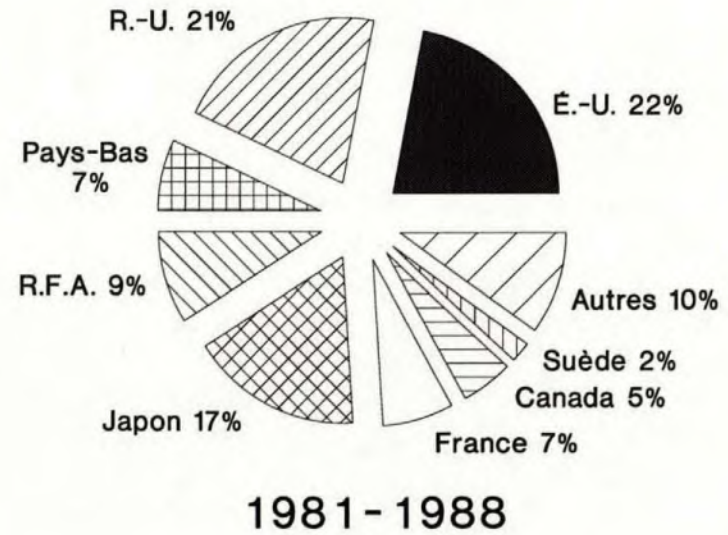
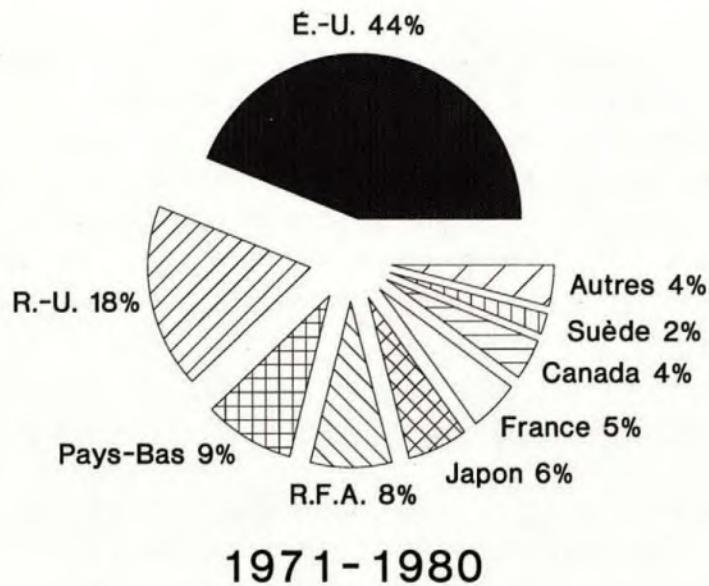
Figure 11 : Flux mondiaux des investissements directs à l'étranger

- les flux mondiaux des investissements directs sont beaucoup plus imprévisibles que ne l'est le stock mondial; la répartition du stock mondial des investissements directs selon le pays évolue lentement, ce qui est normal compte tenu du temps qui a dû s'écouler pour qu'il soit constitué; par contre, les flux subissent l'influence des taux d'épargne, des déficits (ou des excédents) financiers et des soldes de compte courant; ces facteurs peuvent changer très rapidement et, advenant que la nouvelle conjoncture se maintienne, faire varier sensiblement la taille et la répartition du stock mondial des investissements directs à l'étranger;
- la figure 11 montre que la répartition des flux des investissements directs selon le pays d'origine a subi des modifications beaucoup plus importante que celle du stock mondial;
- au cours de la période 1981-1988, la part des flux mondiaux des investissements directs à l'étranger attribuable aux États-Unis ne s'est élevée qu'à 22 %, alors qu'elle se situait à 44 % entre 1971 et 1980;
- dans les années 1980, le Royaume-Uni et les États-Unis ont été des partenaires presque égaux; cela semble être le reflet d'une restructuration industrielle qui, en raison de la taille relative des marchés, s'intériorise plus facilement dans l'économie des États-Unis que dans celle des autres pays du Groupe des sept;
- le Japon est le pays dont la position a le plus changé : alors que sa part des flux mondiaux des investissements directs à l'étranger atteignait 6 % entre 1971 et 1980, elle en représentait 17 % au cours de la période 1981-1988; des données plus récentes ne manqueront pas de révéler que le Japon a continué d'améliorer sa position à cet égard;
- pour ce qui est du Canada, sa contribution a enregistré une croissance de 25 %, ce qui lui permet de talonner la France.



Figure 11

Part des flux des investissements directs à l'étranger
(principaux pays de l'OCDE)



(flux des investissements directs cumulatifs)

Source : Département des affaires économiques
et statistiques, OCDE.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 12 : Stock mondial des investissements directs provenant de l'étranger

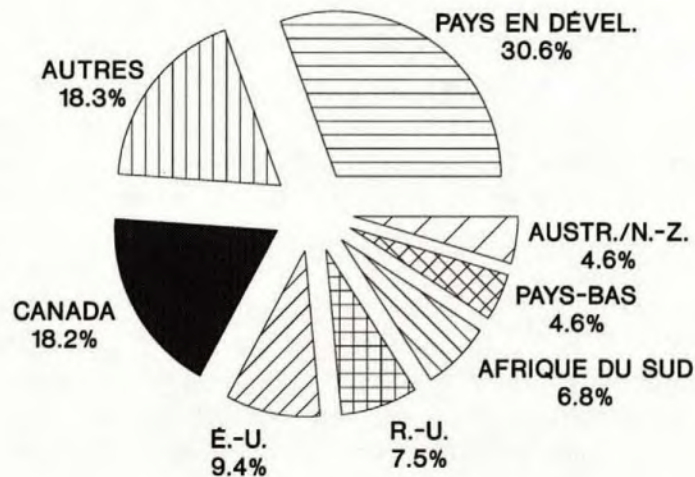
- dans les deux figures précédentes, les investissements sont montrés du point de vue du pays d'origine; on y présente la contribution des pays indiqués en matière d'investissement étranger;
- la figure 12, par contre, présente les chiffres relatifs à l'investissement du point de vue du pays qui le reçoit; elle montre donc la part du stock mondial des investissements directs absorbée par différents pays;
- de toute évidence, d'importants changements ont été apportés au secteur de l'investissement depuis 20 ans;
- en 1967, les États-Unis absorbaient moins de 10 % des investissements directs mondiaux, 20 ans plus tard, cette proportion était passée à 25 %; l'Allemagne de l'Ouest a elle aussi vu sa part plus que doubler, passant de 3,4 % à 8 %; de même, celle de la France a augmenté (de 2,8 % à 3,9 %), alors que celle du Japon est demeurée à peu près stationnaire (à moins de 1 %);
- la part des investissements totaux absorbés par les pays en voie de développement a connu une baisse considérable : de 30,6 % qu'elle était en 1967, elle est tombée à 22,1 % en 1987;
- toutefois, si l'on fait exception de l'Afrique du Sud, le Canada est le pays dont la part a enregistré la plus importante baisse, tombant à 8,5 % après avoir atteint 18,2 %; cette chute, qui pourrait en inquiéter plusieurs, s'explique simplement par le fait qu'en 1967 le Canada a absorbé une part exceptionnellement importante des investissements directs mondiaux; que le maintien de cette part ait été souhaitable ou non, le stock des investissements directs mondiaux à l'étranger est devenu si imposant qu'il était normal de s'attendre à voir la part du Canada diminuer abruptement; sans cette baisse, le stock des investissements étrangers au Canada aurait deux fois sa taille actuelle, et le niveau de propriété et de contrôle étrangers aurait également doublé; en outre, la diminution peut avoir été exagérée en raison du fait que les « vieux » investissements directs étrangers (IDÉ) ne tiennent pas compte des valeurs comptables actuelles (une grande partie des IDÉ au Canada ont été effectués il y a de ça plusieurs années);
- l'examen en parallèle des figures 11 et 12 révèle qu'un équilibre s'est établi entre les investissements effectués à l'étranger et ceux qui proviennent de l'étranger dans plusieurs cas importants (parmi eux, notons les États-Unis, le Canada et l'Allemagne de l'Ouest), le Japon constituant la seule exception notable.



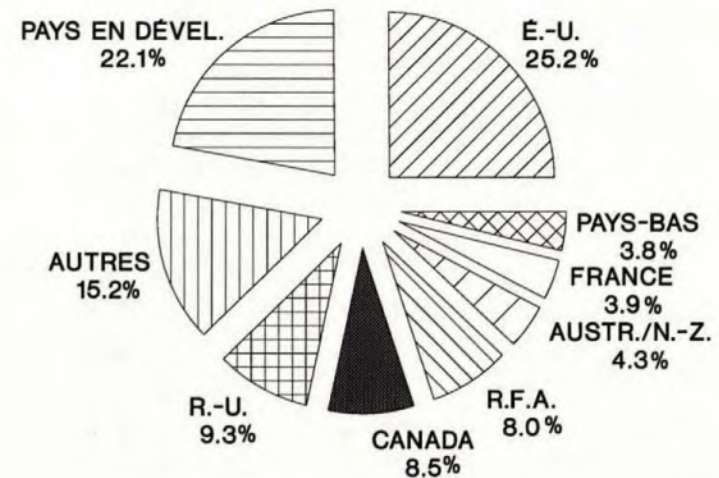
INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 12
Stock mondial des investissements directs
provenant de l'étranger
(répartition selon les principaux pays
et régions destinataires)



Total de 1967 : 105,5 milliards de \$ US



Total de 1987 : 1,1 billion de \$ US

Source : *U.S. Department of Commerce.*



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 13 : Nombre de fusions et d'acquisitions dans certains pays

- l'augmentation des investissements étrangers et les modifications que subissent les flux sont liées, entre autres facteurs, à la rationalisation croissante des industries à l'échelle mondiale;
- la figure 13 donne un aperçu d'ensemble du nombre de fusions et d'acquisitions ayant eu lieu au cours des dernières années dans six pays membres du Groupe des sept;
- en raison des difficultés de comparaison des données de différents pays, il n'est pas possible d'établir de tendances à long terme; la figure 13 fait néanmoins ressortir le nombre important de fusions et d'acquisitions qui ont eu lieu au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni aussi bien en 1987 qu'en 1988;
- le rapport entre les fusions et les acquisitions effectuées au Canada et celles qui ont eu lieu aux États-Unis pendant la période 1987-1988 a été de 1 pour 3 environ, plutôt que d'environ 1 pour 10 comme dans le cas de nombreux indicateurs économiques; cependant, en l'absence de données concernant l'importance et la valeur en dollars de ces fusions et acquisitions, il est difficile de tirer quelque conclusion que ce soit au sujet du niveau d'activité relevé au Canada comparativement à celui qu'enregistrent d'autres pays;
- d'après les chiffres de 1989, le nombre de fusions et d'acquisitions a considérablement diminué aux États-Unis, en partie à cause de l'effondrement des obligations de pacotille et des craintes de plus en plus grandes qu'inspire le coefficient d'endettement;
- à partir des chiffres rendus publics pour les 9 premiers mois de 1990, on peut conclure que la baisse du nombre de fusions et d'acquisitions se poursuit; le nombre de transactions annoncées dans le monde au cours des neuf premiers mois de 1990 s'est élevé à 5 908, comparativement à 6 677 pendant la même période de 1989; la valeur des fusions et des acquisitions a subi une baisse de 42 %, passant de 550 milliards de dollars à 317 milliards de dollars; c'est aux États-Unis que la baisse a été la plus marquée, le nombre de fusions et d'acquisitions ayant chuté de 55 %;
- par contre, le nombre de fusions et d'acquisitions, au départ très peu important, s'est accru au sein de la Communauté européenne et dans les pays signataires de l'Accord européen de libre-échange (AELE); les transactions transfrontières de sociétés européennes ont plus que doublé au cours des 9 premiers mois de 1990, pour atteindre une valeur de 37 milliards de dollars, comparativement à 18 milliards de dollars l'année précédente; l'unification de l'Europe qui doit se matérialiser en 1992 explique cette multiplication des fusions et des acquisitions étrangères intrarégionales;
- étant donné que l'intégration des secteurs manufacturier et financier japonais est déjà bien avancée, le nombre de fusions et d'acquisitions pourrait y demeurer assez faible; en outre, les prises de contrôle étrangères sont rares, la participation extérieure à l'économie japonaise se heurtant à certains obstacles d'ordre institutionnel.

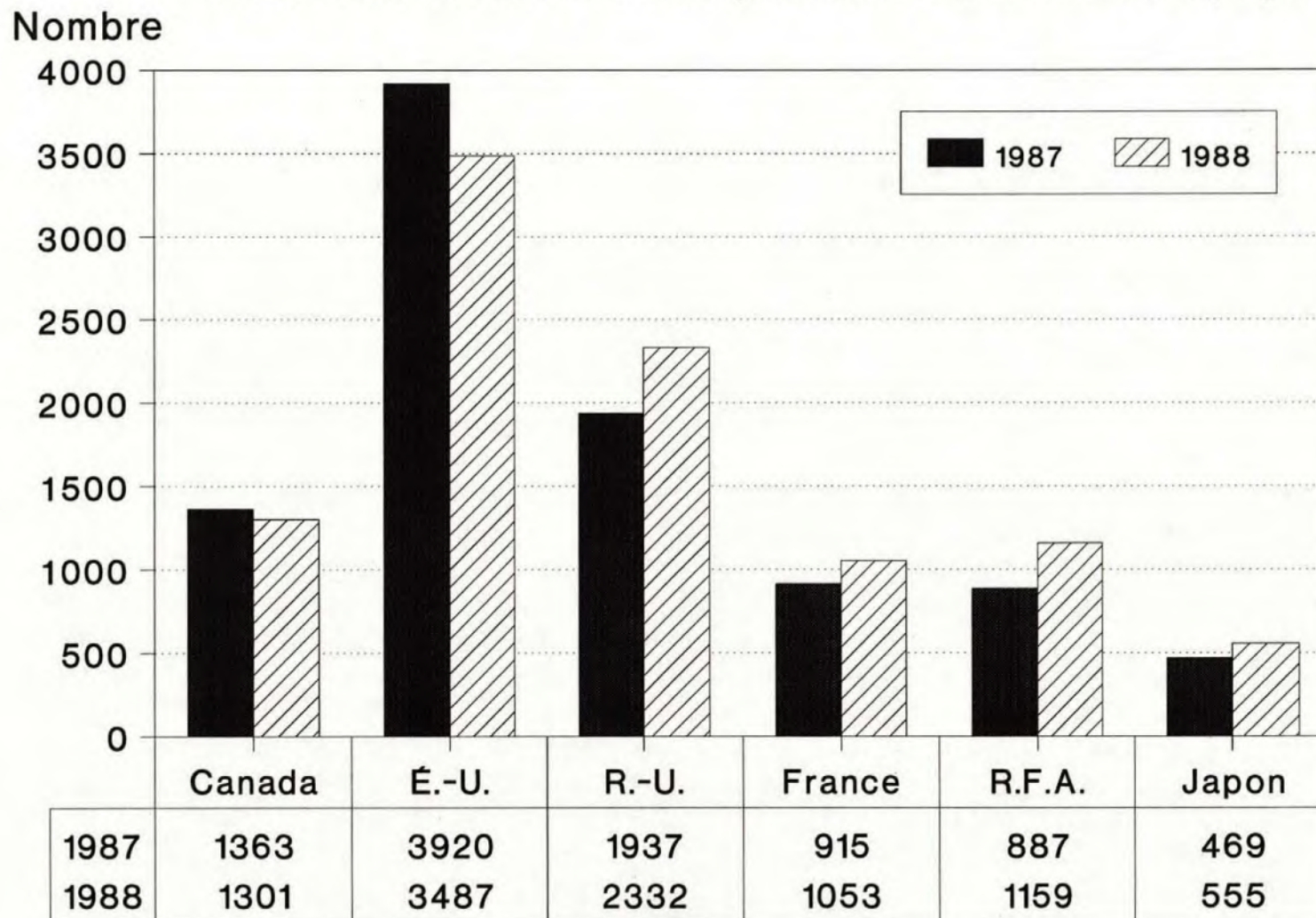


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 13

Nombre de fusions et d'acquisitions dans certains pays



Source : Mergers & Acquisitions, juillet-août 1989.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 14 : Nombre de fusions et d'acquisitions au Canada

- ces dernières années, le nombre de fusions et d'acquisitions a pratiquement doublé par rapport à 1985;
- en 1989, la valeur des fusions et des acquisitions a totalisé 30 milliards de dollars, ce qui représente une nette progression par rapport à 1988; sur ce total, les acquisitions étrangères se sont élevées à 14 milliards de dollars, mais il est important de signaler qu'une grande partie d'entre elles (environ 50 %) se rapportaient à des prises de contrôle d'entreprises établies au Canada mais déjà de propriété étrangère;
- le pourcentage d'importantes transactions a été relativement élevé en 1989; mentionnons en particulier les fusions et acquisitions suivantes :
- la baisse du nombre de fusions et d'acquisitions à l'échelle mondiale dont nous avons fait précédemment mention s'est répercutée sur le niveau enregistré au Canada, puisque les activités de fusion et d'acquisition ont abruptement chuté au cours des neuf premiers mois de 1990; la diminution enregistrée a été de l'ordre de 24 % par rapport à la même période de 1989; en chiffres réels, la chute était même plus considérable, atteignant les 43 %;
- cette diminution marquée de la valeur des transactions laisse présumer que les sociétés ont poursuivi leur restructuration par la voie d'acquisitions et de cessions stratégiques et que les transactions importantes ont été relativement inexistantes;

<i>Acquéreur</i>	<i>Société acquise</i>	<i>Valeur (millions de \$)</i>
Imperial Oil Ltd.	Texaco Canada	4 929
Stone Container Corp.	Consolidated Bathurst	2 604
Noranda et Trelleberg AB	Falconbridge	2 129
Socanav et Caisse de dépôt	Steinberg Inc.	1 330
BCE Inc.	Montréal Trust	857

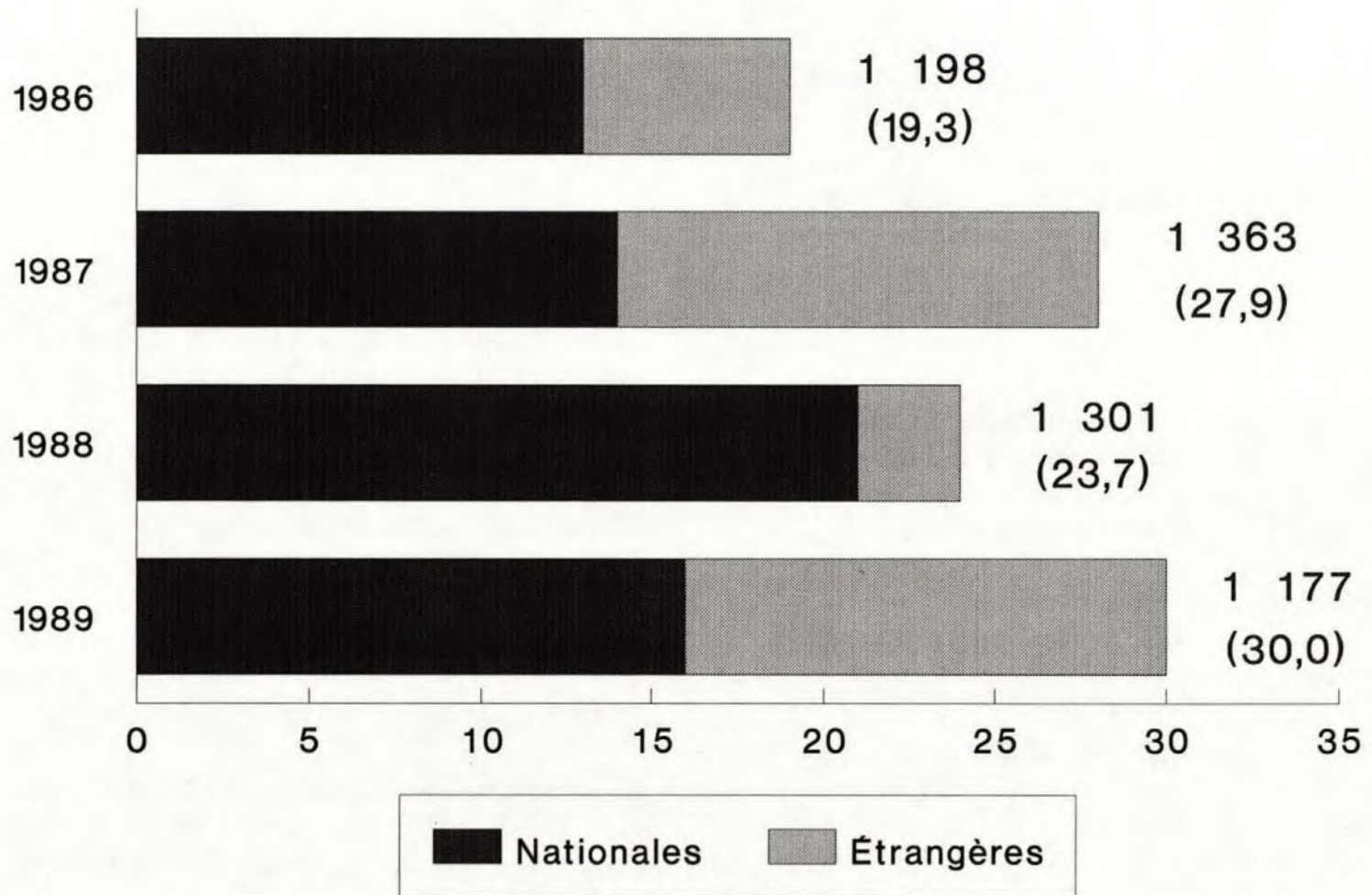
- il convient de souligner qu'au Québec le secteur privé procède à sa restructuration en suivant des voies quelque peu différentes de celles privilégiées dans le reste du pays; « Québec Inc. » fait référence à une volonté de favoriser la constitution de grandes sociétés dont les intérêts sont à la fois financiers et commerciaux de façon à garder au Québec la propriété et les sièges sociaux d'importantes entreprises commerciales; c'est dans cette perspective que la Caisse de dépôt, le Mouvement Desjardins et d'autres établissements financiers collaborent étroitement avec le monde des affaires québécois.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 14
 Nombre de fusions et d'acquisitions au Canada, 1986-1989
 (en milliards de \$)



Source : *Mergers and Acquisitions in Canada, 1990.*



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 15 : Réseau international et autres formes d'alliances stratégiques

- si les fusions et les acquisitions constituent la manifestation la plus concrète de la rationalisation industrielle à l'échelle internationale, la mondialisation prend de nombreuses autres formes;
- les réseaux internationaux se sont multipliés dans les secteurs de la haute technologie, notamment pour permettre le financement de la recherche et du développement, dont les coûts sont exorbitants;
- la figure 15 illustre le caractère extrêmement perfectionné des réseaux et des alliances stratégiques dans les secteurs de la haute technologie;
- Northern Telecom a des liens avec un grand nombre de sociétés établies en Europe, en Asie, aux États-Unis et en Amérique du Sud;
- la figure 15 montre les accords de licences conclus par Northern Telecom avec des sociétés établies en Europe, ses coentreprises avec des partenaires australiens et chinois, et ses alliances stratégiques avec neuf entreprises des États-Unis;
- une étude portant sur les coentreprises canadiennes, intitulée *Trends and Traits of Canadian Joint Ventures* (tendances et caractéristiques des coentreprises canadiennes [effectuée pour le compte d'Investissement Canada par Michael J. Geringer, en février 1990]), a démontré que, comparativement aux États-Unis, le Canada compte, par habitant, un grand nombre de coentreprises dont le taux de survie est élevé;
- les sociétés s'efforcent de se structurer de façon à être en mesure de planifier leurs activités à l'échelle mondiale tout en continuant à desservir efficacement les marchés locaux; toutes sortes de nouvelles structures de société sont mises à l'essai, la structure multinationale habituelle perdant beaucoup de terrain.

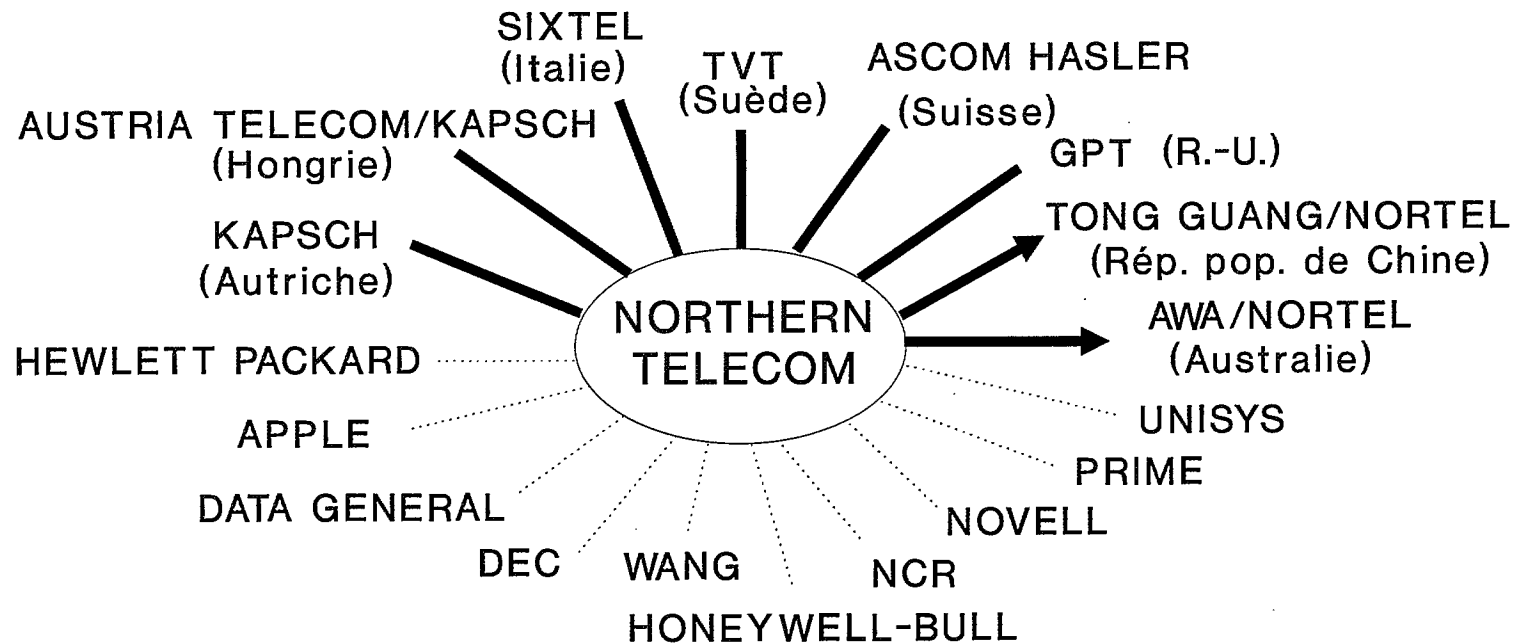


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 15

Exemple de réseau international
et d'autres formes d'alliances stratégiques



- Accords de licences
- > Coentreprises
- Alliances stratégiques

Source : Northern Telecom.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 16 : Genres de structures d'entreprise

- dans la période de l'après-guerre, les entreprises soucieuses de participer aux activités des marchés internationaux ont adopté quatre genres de structures; trois d'entre elles correspondent aux formes que prennent habituellement les entreprises qui s'ouvrent sur les marchés extérieurs; quant à la quatrième, elle réunit les caractéristiques les plus avantageuses de chacune des trois autres en une organisation transnationale moderne;
- l'organisation internationale met l'accent sur la gestion spécialisée et le transfert de connaissances acquises sur place au profit de filiales à l'étranger; la direction y est très centralisée;
- l'organisation multinationale a pris naissance à la faveur de l'expansion des entreprises sur les marchés coloniaux; il s'agit essentiellement d'une fédération décentralisée qui laisse toutefois aux gestionnaires indépendants la possibilité de tenir compte des besoins particuliers du marché local; ce genre de structure n'incite pas vraiment à tirer profit des activités d'échelle;
- dans l'organisation mondiale, bâtie à la façon d'une roue, des équipes de gestion gravitent autour d'un moyeu central; il s'agit d'une structure mondialement intégrée reposant sur des économies d'échelle, au sein de laquelle toutes les filiales font partie d'une même unité stratégique intégrée; la direction y est centralisée;
- l'organisation transnationale est issue des trois autres structures; elle réagit à des stimulants locaux et mondiaux à l'intérieur d'un réseau intégré; les filiales y représentent des actifs stratégiques indépendants qui constituent des avant-postes aussi bien que des sources de technologies et de compétences spécialisées; ce genre de structure réunit les traits positifs des trois autres formes d'organisation.



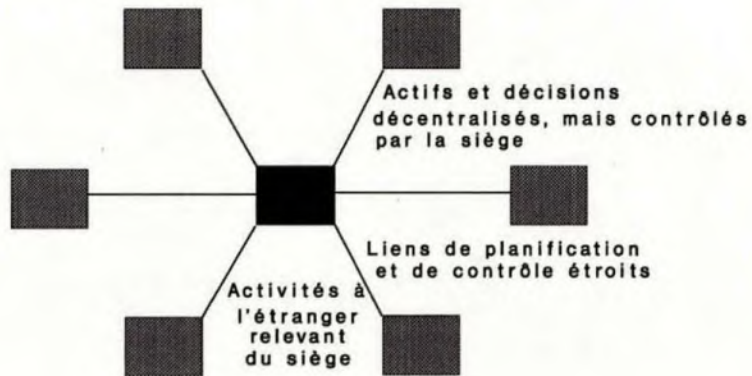
INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

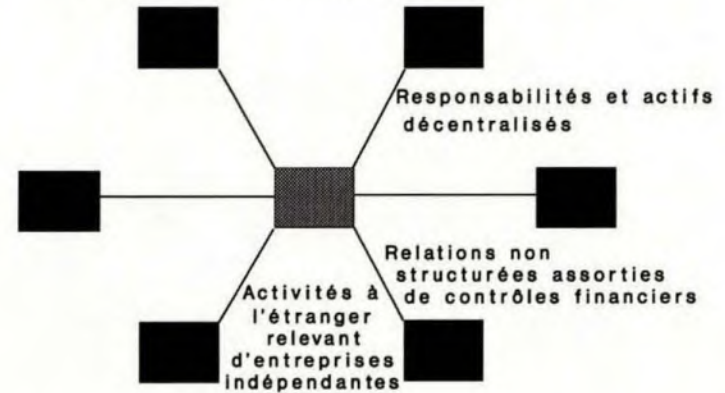
Figure 16

Genres de structures d'entreprise

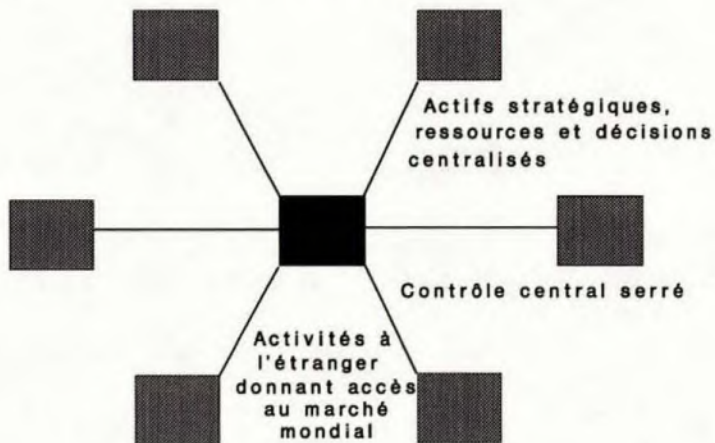
Organisation internationale



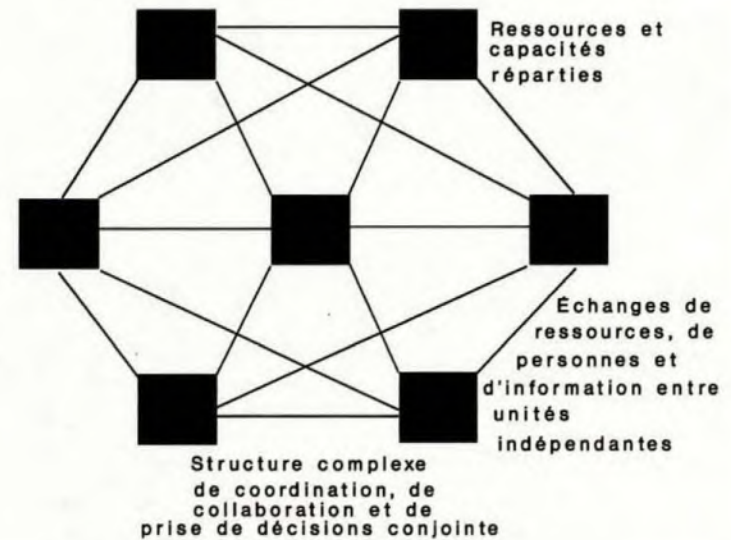
Organisation multinationale



Organisation mondiale



Organisation transnationale



Source : *World Link*, sept.-oct. 1990.



Partie B
Les investissements internationaux au Canada



**INVESTISSEMENT
CANADA**

**INVESTMENT
CANADA**

L'importance des investissements internationaux au Canada change rapidement

Parmi les principaux changements, on peut citer :

- la diminution très rapide du contrôle étranger entre 1971 et 1985, suivie d'une légère augmentation;
- l'augmentation considérable des investissements directs étrangers (IDÉ) ces dernières années;
- l'importance croissante des apports de capitaux étrangers correspondant aux bénéfices réinvestis;
- la part croissante des investissements directs étrangers sous forme d'acquisitions par rapport à ceux concernant de nouvelles entreprises ou des agrandissements d'entreprises;
- l'importance décroissante des États-Unis par rapport à l'Asie et à l'Europe comme source d'IDÉ pour le Canada;
- l'importance croissante des placements de portefeuille par rapport aux investissements directs étrangers;
- d'après les données dont dispose Investissement Canada sur les acquisitions et les nouvelles entreprises (ces dernières ont tendance à être moins signalées aux autorités compétentes), un tiers de l'ensemble des investissements étrangers ayant été faits au Canada au cours des cinq dernières années l'ont été dans le secteur de la fabrication; assez peu d'investissements étrangers ont été effectués dans les secteurs liés aux richesses naturelles;
- toujours selon les données d'Investissement Canada, 60 % de tous les investissements étrangers ayant été faits au Canada depuis 1985 ont été effectués en Ontario; sur le plan de la valeur des investissements, la part de l'Ontario s'est élevée à un peu moins de 50 % de l'ensemble des investissements, et celle du Québec a atteint un peu plus de 18 %.



Figure 17 : Contrôle étranger de l'actif de sociétés au Canada

- l'importance relative des investissements directs étrangers a considérablement diminué de 1971 à 1985;
- selon les données recueillies aux termes de la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* (LDCSO), le contrôle étranger de sociétés non financières au Canada a subi une diminution : de 37 % qu'il était en 1971, il est descendu sous la barre des 24 % en 1985 et en 1986; les chiffres de 1987 fournis dans le dernier rapport d'application de la LDCSO et la première publication d'une nouvelle série de données (qui remontent à 1983) sur le contrôle étranger s'exerçant dans l'ensemble des industries indiquent une légère augmentation du contrôle étranger;
- la participation étrangère est jugée majoritaire quand au moins 50 % des actions donnant droit de vote sont entre les mains d'actionnaires de l'étranger ou sont détenues par une ou plusieurs sociétés ayant leur siège au Canada, mais étant elles-mêmes de propriété étrangère; quand il est impossible de déterminer le contrôle à partir de la propriété des actions donnant droit de vote, des recherches sont effectuées dans le but d'établir s'il existe des options, des conseils d'administration communs ou des actionnaires privés susceptibles de conférer un pouvoir de contrôle réel (ou de fait); dans 90 % des cas, le pouvoir de contrôle revient aux détenteurs majoritaires des droits de vote;
- plusieurs facteurs, notamment les acquisitions canadiennes, la politique gouvernementale et la croissance des sociétés canadiennes, ont contribué à diminuer l'importance relative du contrôle étranger de sociétés canadiennes; cette réduction s'était amorcée bien avant que ne soient créés l'Agence d'examen de l'investissement étranger et le Programme énergétique national (PÉN);
- le déclin du contrôle étranger était attribuable à une diminution du contrôle exercé par les investisseurs américains, baisse qui était de l'ordre de 0,8 % par année entre 1971 et 1981 et de 0,4 % par année de 1982 à 1986; par contre, le contrôle exercé par d'autres étrangers augmente d'environ 1 % par année; en 1987, cependant, la part des éléments d'actif détenue par des étrangers autres que des Américains demeurait inférieure à 10 %;
- le contrôle étranger des ventes et des bénéfices a lui aussi considérablement diminué; le contrôle étranger des bénéfices oscille entre 35 % et 45 %; comme nous le verrons plus loin, les bénéfices réinvestis ont en bonne partie assuré la croissance du stock des investissements directs étrangers au Canada;
- la nouvelle série de données recueillies en vertu de la LDCSO pour l'ensemble des industries nous révèle que le contrôle étranger d'éléments d'actif s'est accru de 1,3 % entre 1984 et 1987; il s'agit là d'une conséquence, entre autres changements, de la déréglementation du secteur financier au début de 1984; contrairement au contrôle étranger d'éléments d'actif, le contrôle étranger des recettes et des bénéfices pour l'ensemble des industries a diminué depuis 1984, la chute étant très forte en ce qui concerne les bénéfices.

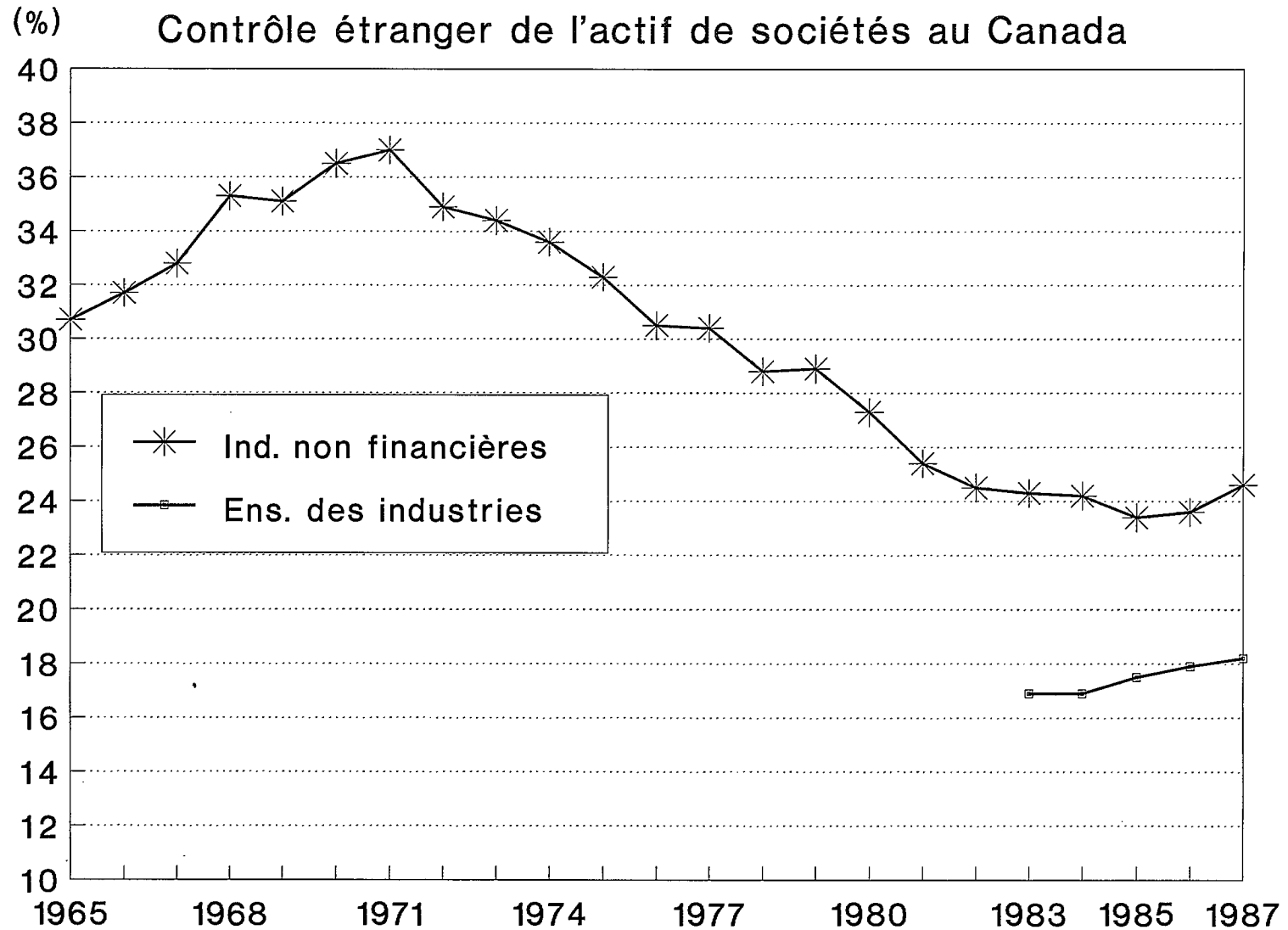


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 17

Contrôle étranger de l'actif de sociétés au Canada



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

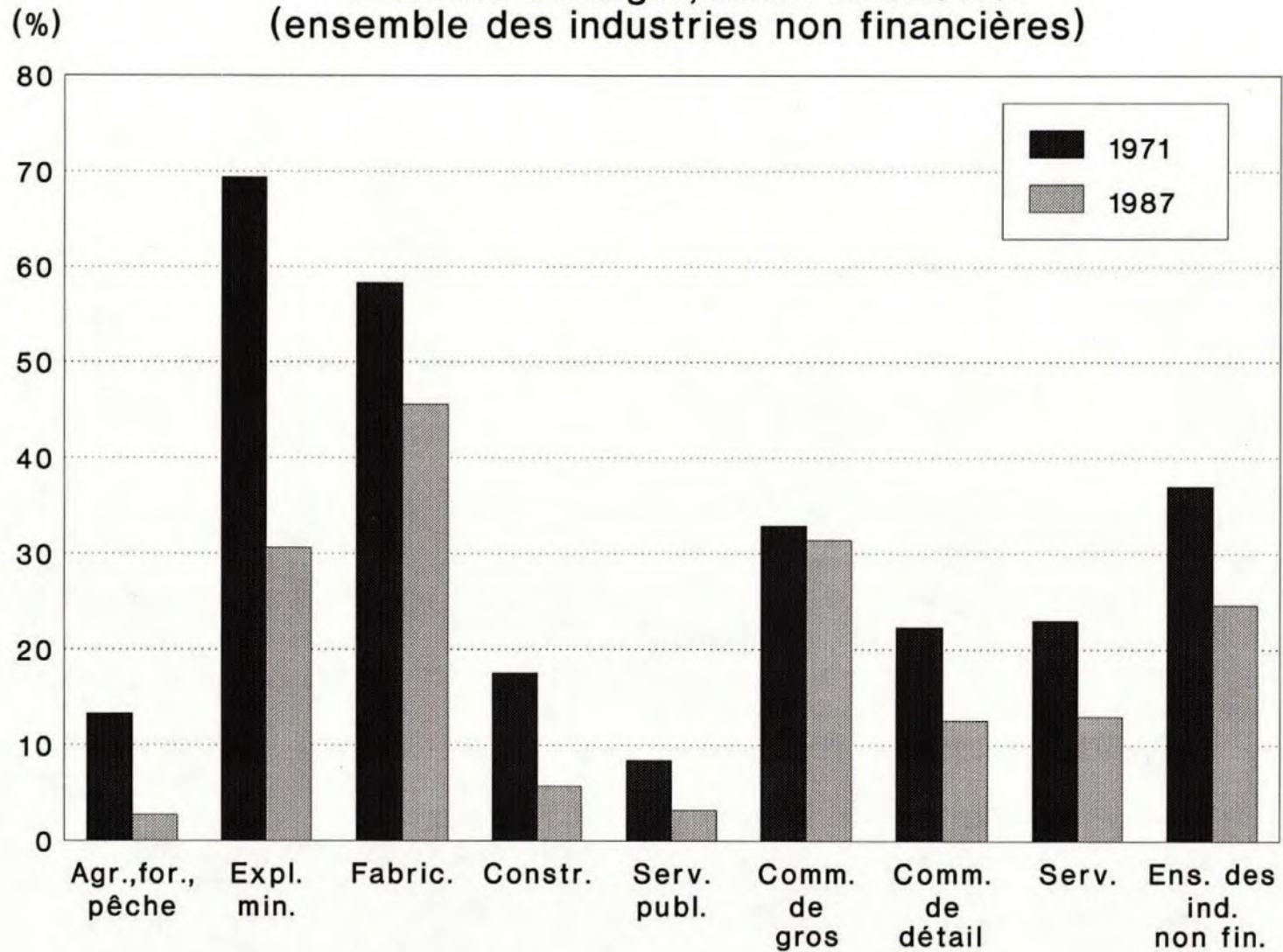
Figure 18 : Contrôle étranger selon le secteur

- le contrôle étranger a diminué dans toutes les grandes catégories de l'industrie à l'exception du secteur financier;
- la baisse enregistrée entre 1971 et 1987 a été très prononcée dans le secteur de l'exploitation minière; toutefois, depuis 1987, la propriété et le contrôle étrangers dans l'industrie pétrolière et gazière a augmenté de façon considérable; le pourcentage de propriété canadienne a diminué de 4 points, et celui du contrôle canadien, de 12,3 points; plus de la moitié des baisses enregistrées sur ces deux plans sont attribuables aux prises de contrôle étrangères de sociétés pétrolières et gazières canadiennes en difficulté financière; la prise de contrôle de Dome Petroleum par Amoco en représente l'exemple le plus notable;
- si l'on fait abstraction du secteur du pétrole et du gaz, c'est dans les secteurs liés aux richesses naturelles que le contrôle étranger a le plus diminué; la participation étrangère s'est déplacée, devenant relativement plus forte dans les secteurs canadiens de la fabrication et des services;
- à l'heure actuelle, environ 46 % du secteur canadien de la fabrication est sous contrôle étranger comparativement à près de 60 % en 1971; la répartition détaillée de l'évolution du contrôle étranger dans le secteur de la fabrication est présentée à la figure 19;
- la répartition selon l'industrie des éléments d'actif sous contrôle étranger varie considérablement en fonction du pays d'origine; environ les trois quarts des éléments d'actif sous contrôle japonais se trouvent dans le secteur du commerce de gros, tandis que 70 % de ceux qui sont sous contrôle britannique sont concentrés dans le secteur de la fabrication;
- les entreprises sous contrôle étranger au Canada semblent obtenir de meilleurs résultats que celles à participation majoritaire canadienne; en 1987, les entreprises sous contrôle américain (dans les secteurs non financiers) ont tiré de leurs ventes des recettes de 1,33 \$ le dollar d'actif, comparativement à 1,10 \$ dans le cas d'autres entreprises étrangères et à 1,08 \$ dans celui d'entreprises canadiennes; de plus, les entreprises sous contrôle étranger obtiennent généralement un meilleur coefficient de bénéfice que les autres entreprises.



Figure 18

Contrôle étranger, selon le secteur
(ensemble des industries non financières)



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 19 : Contrôle étranger dans le secteur de la fabrication

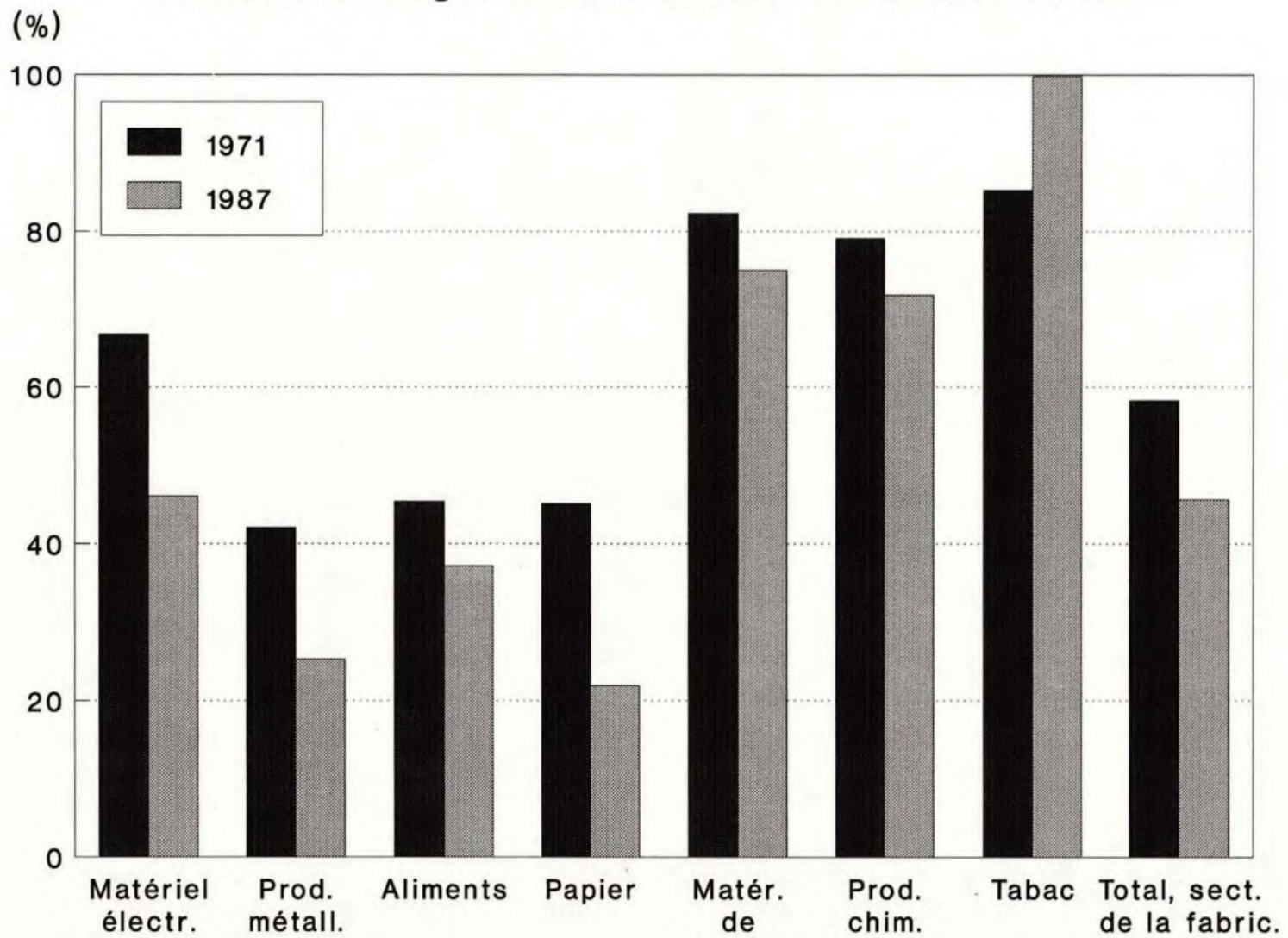
- le pourcentage de contrôle étranger dans le secteur canadien de la fabrication varie considérablement d'un sous-secteur à l'autre : il est de presque 100 % dans l'industrie du tabac, de 75 % dans celle du matériel de transport, de 72 % dans celle des produits chimiques, de 46 % dans l'industrie des produits électriques, de 17,4 % dans celle des produits du cuir, de 13,5 % dans le meuble et d'environ 12 % dans le vêtement;
- ce même pourcentage dépasse à peine les 20 % dans les secteurs de la fabrication du métal et du papier;
- c'est dans le secteur de la bonneterie (7,8 %) et celui de l'imprimerie et de l'édition (9,2 %) que le contrôle étranger est le plus faible;
- la plupart des sous-secteurs manufacturiers ont enregistré une baisse du contrôle étranger, mais on a quand même noté une augmentation dans certains cas (notamment dans le sous-secteur du tabac).



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 19
Contrôle étranger dans le secteur de la fabrication



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 20 : Répartition des investissements directs étrangers au Canada, selon l'industrie

- les figures précédentes illustraient la baisse du contrôle étranger dans la plupart des secteurs industriels au Canada;
- la figure 20 montre les répercussions que ce recul a eues sur la répartition des investissements directs étrangers au Canada, selon l'industrie;
- depuis 30 ans, la part des investissements directs étrangers effectués dans le secteur de la fabrication a légèrement augmenté, alors que celle absorbée par le secteur des services — en particulier le sous-secteur des services financiers — s'est sensiblement accrue;
- au cours de cette même période, la concentration des investissements directs étrangers dans les secteurs liés aux richesses naturelles a considérablement diminué;
- ces changements correspondent généralement à l'évolution de l'économie canadienne; la part du secteur de la fabrication dans le produit intérieur brut est demeurée presque inchangée au cours des trois dernières décennies malgré le fait que ce secteur ait perdu beaucoup de son importance en tant que source d'emploi; l'importance des secteurs liés aux richesses naturelles a diminué, alors que celle du secteur des services s'est accrue.

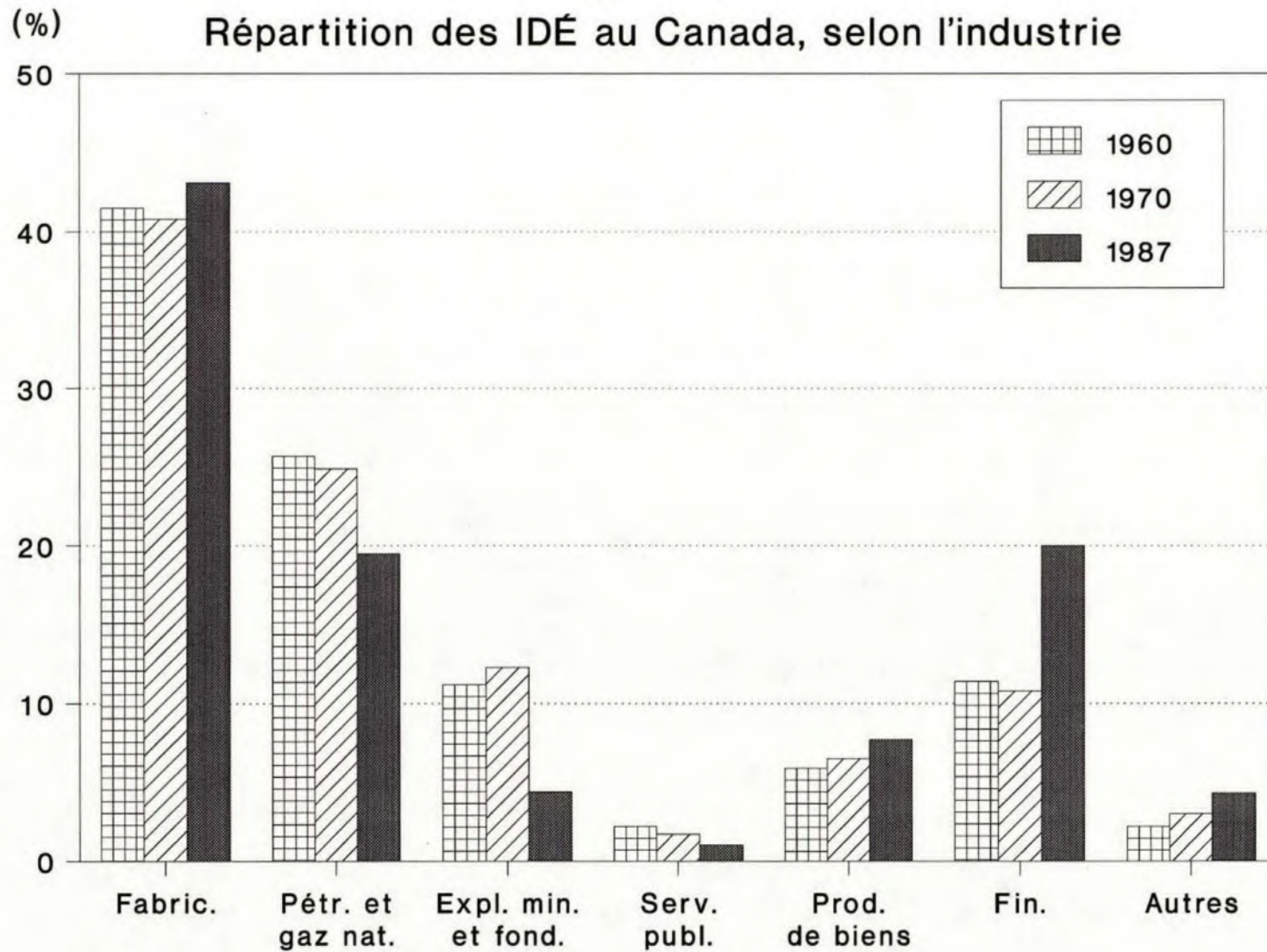


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 20

Répartition des IDÉ au Canada, selon l'industrie



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 21 : Flux bruts et nets des IDÉ au Canada

- l'importante baisse du contrôle étranger depuis 1971, qui est illustrée à la figure 17, n'est pas reliée à une diminution de la valeur des investissements étrangers;
- au contraire, comme on peut le voir à la figure 21, les flux des investissements directs étrangers au Canada ont doublé au cours des années 1980;
- la figure en question montre les entrées brutes, les sorties brutes et les flux nets des investissements directs étrangers au Canada; si les entrées brutes s'expliquent d'elles-mêmes, il convient par ailleurs de préciser que les sorties brutes correspondent aux désinvestissements étrangers au Canada et non aux paiements de dividendes à l'étranger;
- depuis 1985, année de la création d'Investissement Canada, les entrées brutes ont augmenté : elles sont passées de moins de 4 milliards de dollars à plus de 8 milliards de dollars par année; les entrées brutes ont atteint 8,9 milliards de dollars en 1988, et 11,8 milliards de dollars en 1989;
- les entrées nettes d'investissements directs étrangers (c.-à-d. les entrées brutes moins les sorties brutes), qui étaient négatives pendant la première moitié des années 1980, sont maintenant nettement positives; elles se sont élevées à quelque 5 milliards de dollars en 1987 et en 1988; en 1989, les flux nets des investissements directs étrangers ont diminué pour se situer à 3,4 milliards de dollars en raison de cessions comme la vente de Texaco Canada.



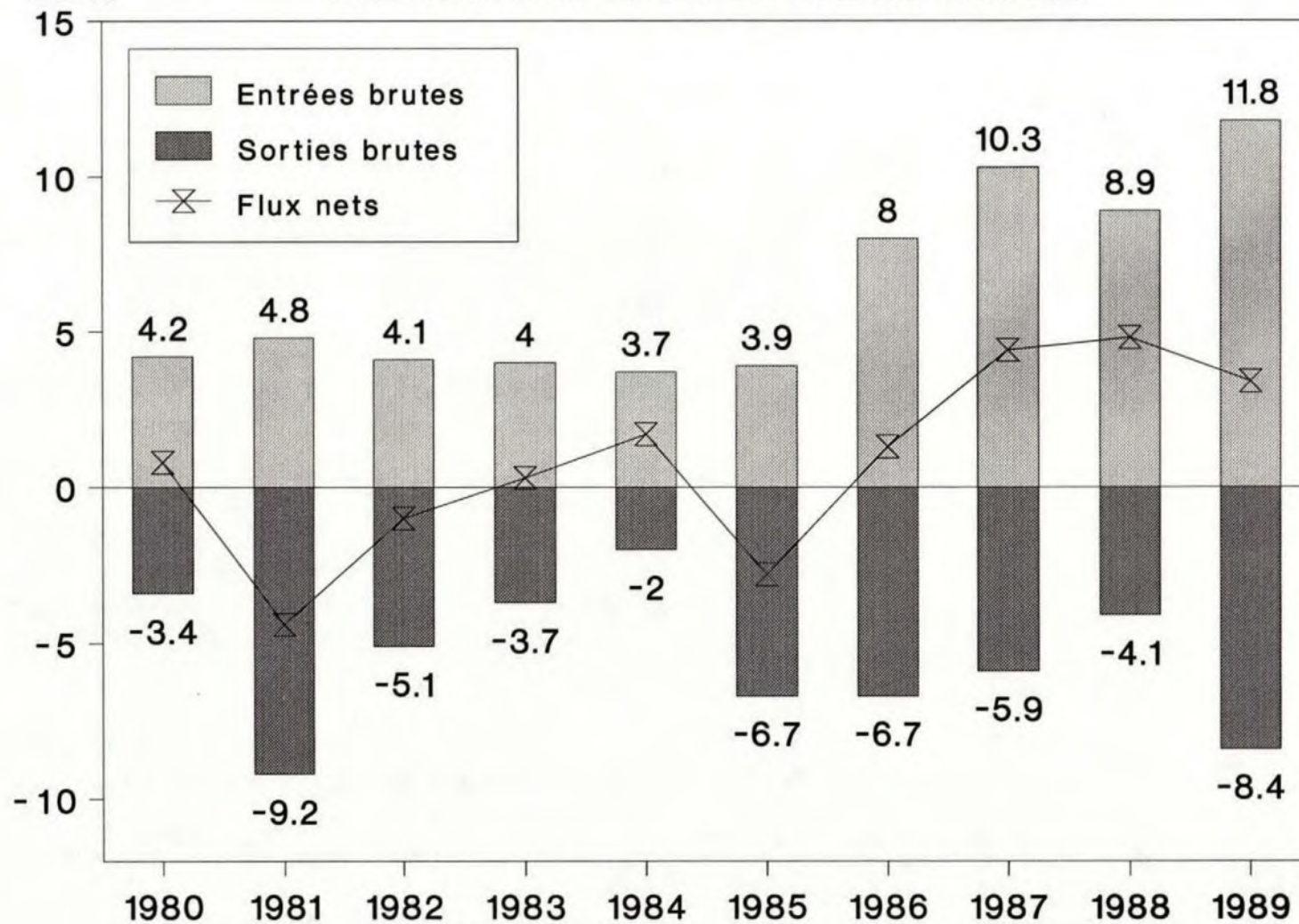
INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 21

(en milliards de \$)

Flux bruts et nets des IDÉ au Canada



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT CANADA

INVESTMENT CANADA

Figure 22 : Importance relative des bénéfiques réinvestis par rapport aux flux extérieurs

- comme l'indique la figure 22, les flux extérieurs de capitaux ne constituent pas le plus important facteur susceptible d'influer sur le stock des investissements directs étrangers au Canada; en fait, pendant la période 1983-1989, ces flux n'ont représenté que 26 % de la croissance du stock des investissements directs étrangers au Canada;
- les bénéfiques réinvestis et d'autres facteurs (notamment la réévaluation de la valeur marchande des investissements étrangers au moment de leur transfert) contribuent beaucoup plus à expliquer la croissance du stock des investissements directs étrangers au Canada; on peut leur attribuer 74 % de cette croissance entre 1983 et 1989; l'importance des réinvestissements témoigne des avantages persistants des investissements étrangers pour le Canada;
- la contribution relative des flux extérieurs a connu une augmentation en flèche ces dernières années; au cours de la période 1986-1989, ces flux ont représenté 44 % de la croissance du stock des investissements étrangers.



INVESTISSEMENT
CANADA

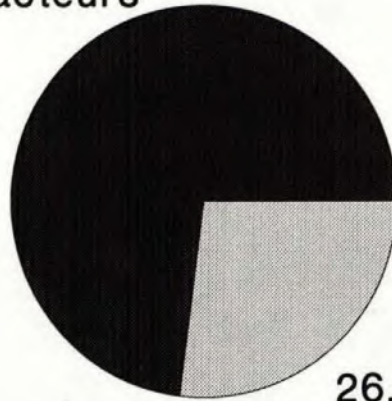
INVESTMENT
CANADA

Figure 22

Importance relative des bénéfices réinvestis
par rapport aux flux extérieurs

Bénéfices réinvestis et
autres facteurs

73,8%



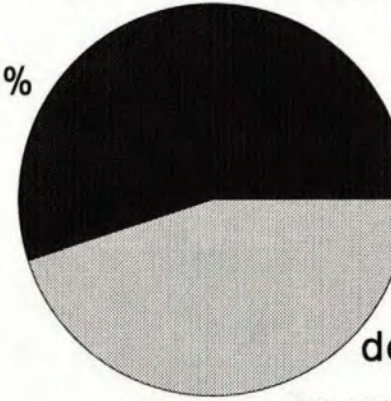
26,2%

Entrées nettes
de capitaux

1983 - 1989

Bénéfices réinvestis et
autres facteurs

56,3%



43,7%

Entrées nettes
de capitaux

1986 - 1989

Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 23 : Importance relative des acquisitions étrangères par rapport aux investissements reliés à la création ou à l'agrandissement d'entreprises

- au début des années 1980, les acquisitions ne représentaient qu'environ 7 % du total des entrées brutes d'investissements directs étrangers; toutefois, ce pourcentage a été supérieur à 50 % ces dernières années;
- d'après les données d'Investissement Canada, tout près de la moitié des prises de contrôle étrangères visaient des entreprises établies au Canada qui étaient déjà sous contrôle étranger;
- dans de nombreux cas, les prises de contrôle étrangères d'entreprises de propriété canadienne résultent d'initiatives canadiennes; c'est ce qui s'est produit dans le cas, par exemple, de la prise de contrôle de Connaught BioSciences par l'Institut Mérieux;
- les prises de contrôle étrangères ont principalement eu lieu dans le secteur de la fabrication (34 %) et dans celui du commerce de gros et de détail (27 %); les investissements étrangers dans les transports et l'entreposage, les communications et les autres services publics, les services financiers, les assurances et l'immobilier ont également été importants (20 %);
- comme nous l'avons déjà souligné, les investissements étrangers dans l'industrie du pétrole et du gaz ont été considérables ces dernières années;
- malgré l'attention dont ils ont fait l'objet dans la presse, en particulier dans les provinces de l'Ouest, les investissements étrangers dans le secteur de l'immobilier n'ont pas été aussi importants qu'on a cherché à le faire croire; d'après les conclusions d'une étude portant sur le prix des logements à Vancouver, les forces démographiques auraient beaucoup plus contribué à faire monter les prix que les acheteurs étrangers (souvent pointés du doigt).

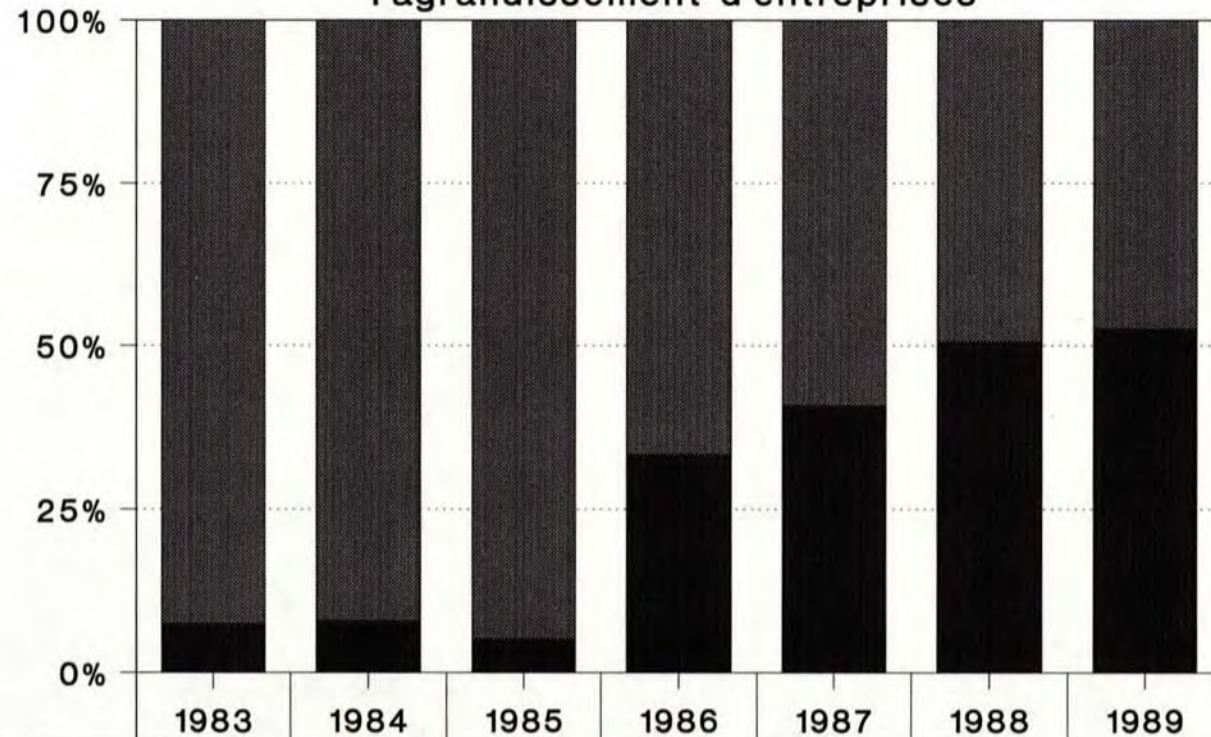


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 23

Importance relative des acquisitions étrangères par rapport
aux investissements reliés à la création ou à
l'agrandissement d'entreprises



Nouv. entr./agrand.	3.7	3.5	3.7	5.4	6.1	4.4	5.6
Acquisitions	0.3	0.3	0.2	2.7	4.2	4.5	6.2
Entrées brutes d'IDÉ (en milliards de \$)	4.0	3.7	3.9	8.1	10.3	8.9	11.8

■ Acquisitions ■ Nouv. entr./agrand.

Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 24 : Répartition des acquisitions et nouvelles entreprises étrangères, selon la province

- les renseignements portant sur la répartition selon la province des investissements étrangers doivent nécessairement être tirés des dossiers d'Investissement Canada portant sur les acquisitions et les nouvelles entreprises;
- à des fins statistiques, les investissements sont attribués à la province où se trouve la plus grande proportion d'employés de l'entreprise visée; dans le cas des acquisitions étrangères, la figure 24 ne donne qu'une idée générale de leur répartition selon la province, étant donné qu'il arrive souvent que l'entreprise acquise exerce ses activités dans plus d'une province;
- compte tenu de ce qui précède et du fait qu'un nombre important d'investissements étrangers effectués dans le cadre de la création de nouvelles entreprises ne sont pas signalés à Investissement Canada, la figure 24 montre que l'Ontario bénéficie de près de 60 % de tous les investissements étrangers;
- à ce chapitre, l'Ontario est suivi du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, qui en reçoivent 13 %, 12 % et 10 % respectivement;
- sur le plan de la valeur, les investissements étrangers sont mieux répartis entre les différentes régions du pays; la part de l'Ontario s'élève à un peu moins de 50 %, alors que celle du Québec est légèrement supérieure à 18 %; quant à l'Alberta, sa part est relativement élevée compte tenu des investissements à coefficient élevé de capitaux dans le secteur du pétrole et du gaz.



INVESTISSEMENT
CANADA

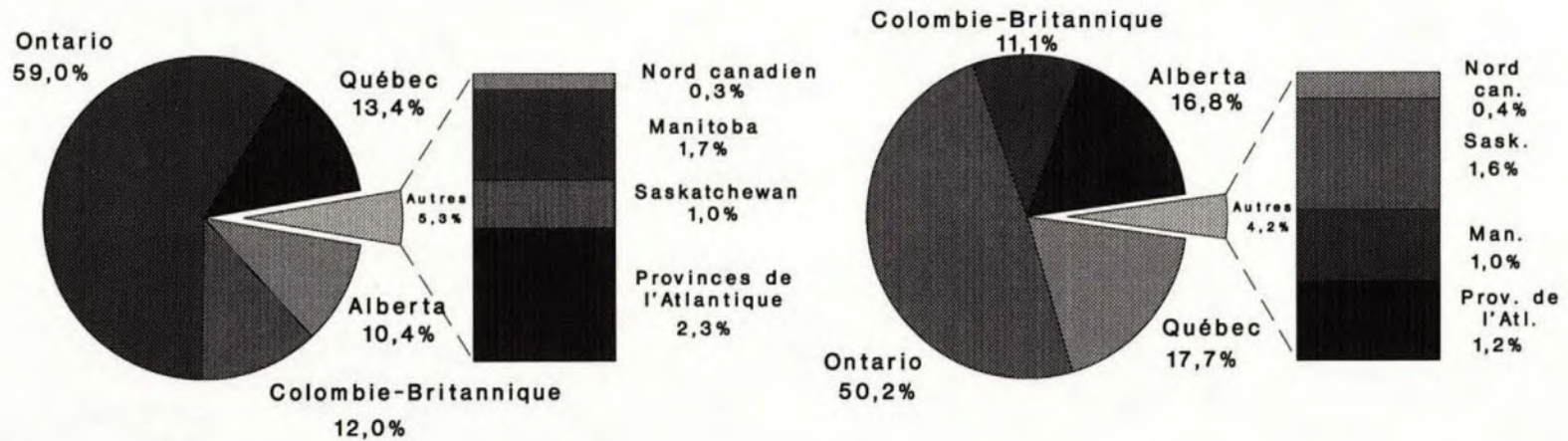
INVESTMENT
CANADA

Figure 24

Répartition des acquisitions et nouvelles entreprises étrangères, selon la province
(du 30 juin 1985 au 30 juin 1990)

Nombre d'investissements : 4 844

Valeur totale : 87,7 milliards de dollars



Source : Investissement Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 25 : Répartition des IDÉ au Canada, selon le pays ou la région d'origine

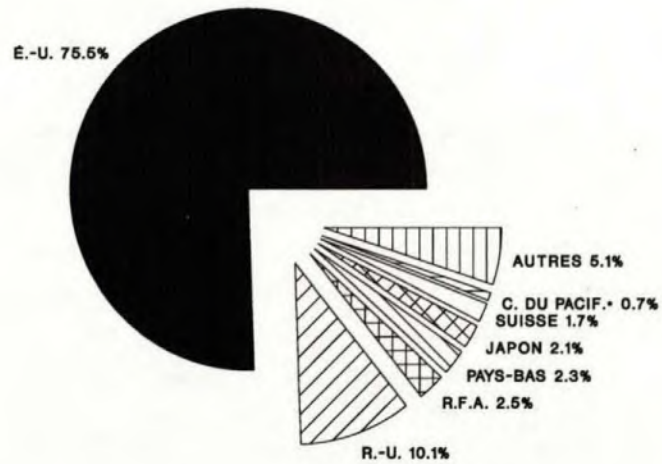
- la baisse de l'importance relative des États-Unis parmi les pays de provenance des investissements étrangers au Canada a constitué l'un des changements les plus marquants des dernières années à ce chapitre;
- la figure 25 indique le stock total des investissements directs étrangers au Canada en 1983 et en 1987, de même que les pays d'origine de ces investissements;
- pendant la période 1983-1987, la part des États-Unis dans le stock total des investissements directs étrangers au Canada est tombée, passant de plus de 75 % en 1983 à 71 % à peine 4 ans plus tard; d'après les chiffres préliminaires publiés pour 1989, cette part poursuivait sa chute, n'atteignant plus que 68 %; il s'agit là d'une baisse d'autant plus frappante qu'à la fin des années 1970 environ 80 % des investissements directs étrangers au Canada provenaient des États-Unis;
- par contraste, les parts du Royaume-Uni, du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest ont augmenté, tout comme celles de plusieurs autres pays dont Hong Kong, évidemment;
- malgré leur importance croissante, le Japon et Hong Kong n'ont fourni respectivement qu'un peu plus de 3 % et moins de 1 % du stock total des investissements directs étrangers au Canada en 1987;
- en 1987, le stock total des investissements directs étrangers au Canada s'élevait à 102 milliards de dollars; d'après les estimations provisoires pour 1988 et 1989, il atteignait 109 milliards de dollars en 1988 et 119 milliards de dollars l'année suivante.



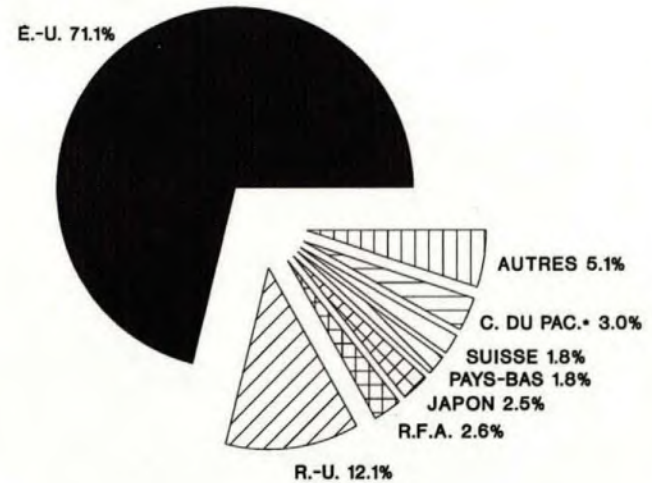
INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 25
Répartition des IDÉ au Canada,
selon le pays ou la région d'origine
1983 et 1987



Total de 1983 : 77,4 milliards de \$



Total de 1987 : 101,5 milliards de \$

* Ne comprend pas le Japon.

Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

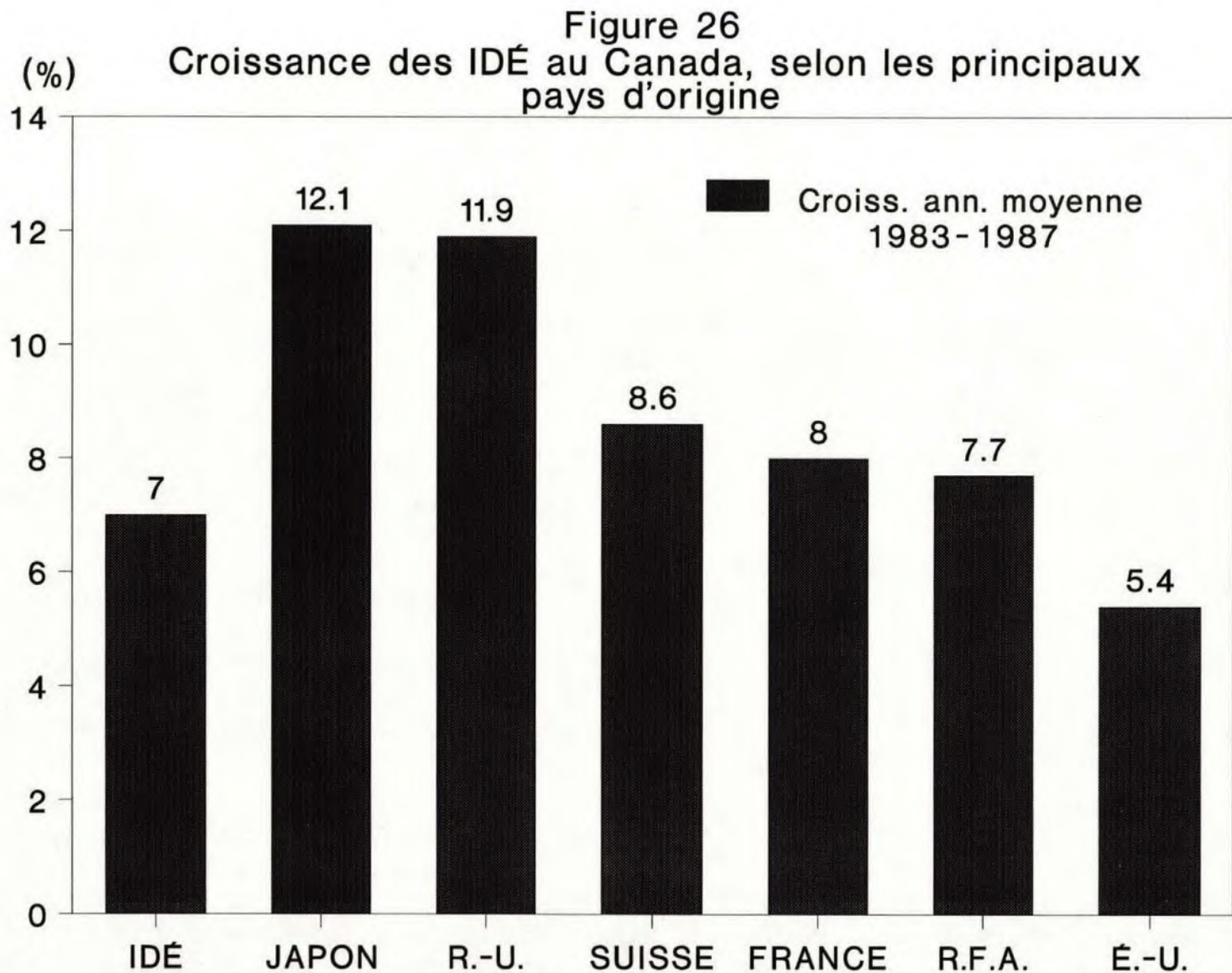
Figure 26 : Croissance des IDÉ au Canada, selon les principaux pays d'origine

- la figure 26 montre le taux de croissance des investissements directs étrangers effectués au Canada, selon le pays d'origine; de tous les pays indiqués, le Japon est celui dont les investissements ont augmenté le plus rapidement;
- au cours de la période 1983-1987, les investissements directs étrangers au Canada se sont accrus à un taux moyen de 7 % par année, alors que les investissements directs japonais au pays ont augmenté à un taux annuel de 12 %;
- par contre, les investissements américains au Canada n'ont augmenté que de 6 % par année; le taux de croissance des investissements provenant d'Europe, surtout du Royaume-Uni, a été beaucoup plus élevé que celui des investissements américains;
- la figure 26 ne comprend pas Hong Kong, car le taux de croissance de ses investissements au Canada est si élevé qu'il éclipserait celui des autres pays; pendant la période de trois ans qui s'est écoulée entre 1986 et 1988, les investissements en provenance de Hong Kong ont doublé chaque année; malgré cette croissance, ces investissements ne représentent qu'environ 1 % du total des investissements directs étrangers au Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 27 : Valeur comptable des IDÉ et des placements de portefeuille étrangers au Canada

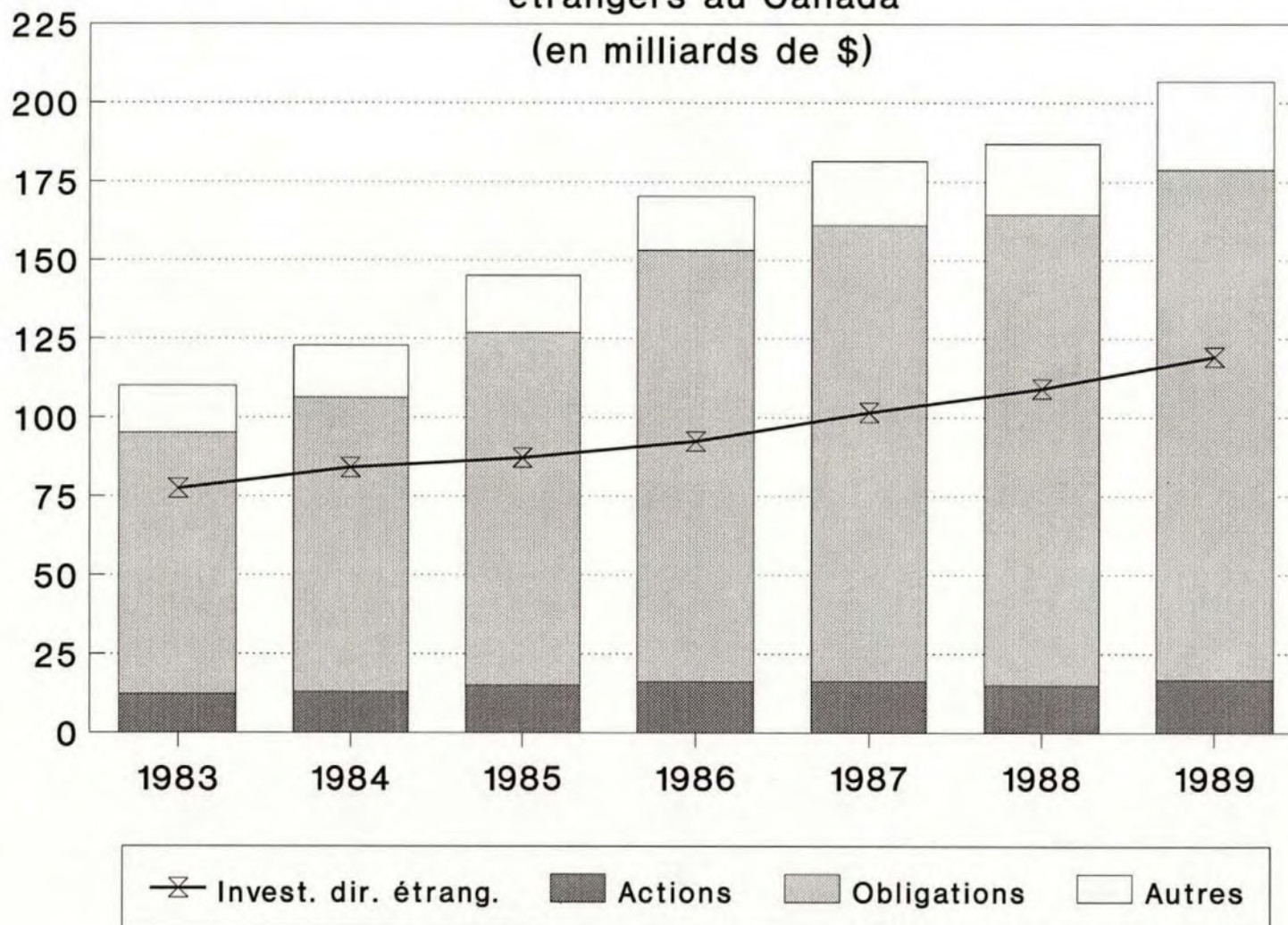
- il convient de signaler un changement important sur le plan des investissements étrangers au Canada, soit le nombre très élevé de placements de portefeuille; les colonnes du graphique de la figure 27 montrent la composition et le niveau global des placements de portefeuille étrangers, tandis que la ligne tracée en travers des colonnes indiquent le niveau des investissements directs étrangers;
- la plupart des placements de portefeuille (environ 80 %) se font sous forme d'obligations; en 1987, les portefeuilles étrangers d'obligations s'élevaient à 145 milliards de dollars; 32 % de ce total appartenait à des investisseurs des États-Unis, 24 %, à des investisseurs du Japon et 5 % à des investisseurs du Royaume-Uni; 4 ans plus tôt (soit en 1983), la part des États-Unis était de 52 %, alors que celle du Japon atteignait seulement 5 %;
- on distingue les placements de portefeuille en actions des investissements directs en fonction du degré de contrôle exercé; de façon générale, un investissement étranger limité à moins de 10 % des actions en circulation d'une entreprise est considéré comme étant un placement de portefeuille;
- comme le montre la figure 27, les placements de portefeuille au Canada augmentent beaucoup plus rapidement que les investissements directs; en 1989, le stock des placements de portefeuille au Canada s'élevait à 207 milliards de dollars;
- il convient de reconnaître que l'important déficit du compte courant du Canada nécessite une entrée correspondante de capitaux étrangers.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 27
 Valeur comptable des IDÉ et des placements de portefeuille
 étrangers au Canada



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Partie C
Les investissements canadiens à l'étranger



**INVESTISSEMENT
CANADA**

**INVESTMENT
CANADA**

Points marquants de l'évolution des investissements canadiens à l'étranger

- les investissements directs canadiens à l'étranger (IDCÉ) sont considérables; en 1989, le stock des IDCÉ s'élevait à 74 milliards de dollars;
- ces dernières années, les IDCÉ ont enregistré une croissance moins rapide que celle des investissements directs étrangers (IDÉ) au Canada; toutefois, pendant la majeure partie des années 1980, les IDCÉ ont augmenté plus rapidement que les IDÉ;
- environ les deux tiers des IDCÉ sont effectués aux États-Unis; si l'on fait exception du Royaume-Uni, une proportion relativement peu importante des IDCÉ est effectuée en Europe; de même, le Japon est la destination d'un petit pourcentage des IDCÉ;
- la répartition des IDCÉ selon l'industrie est sensiblement la même que celle des IDÉ au Canada; le secteur de la fabrication occupe le premier rang à ce chapitre (45 % des IDCÉ); même si le secteur des services financiers enregistre plus de 20 % des IDCÉ, il a connu un certain ralentissement ces dernières années;
- les acquisitions représentent une composante importante des investissements directs canadiens à l'étranger; en 1989, on a enregistré un nombre record d'acquisitions canadiennes à l'étranger, soit 152.



Figure 28 : Comparaison entre les investissements directs étrangers au Canada et les investissements directs canadiens à l'étranger

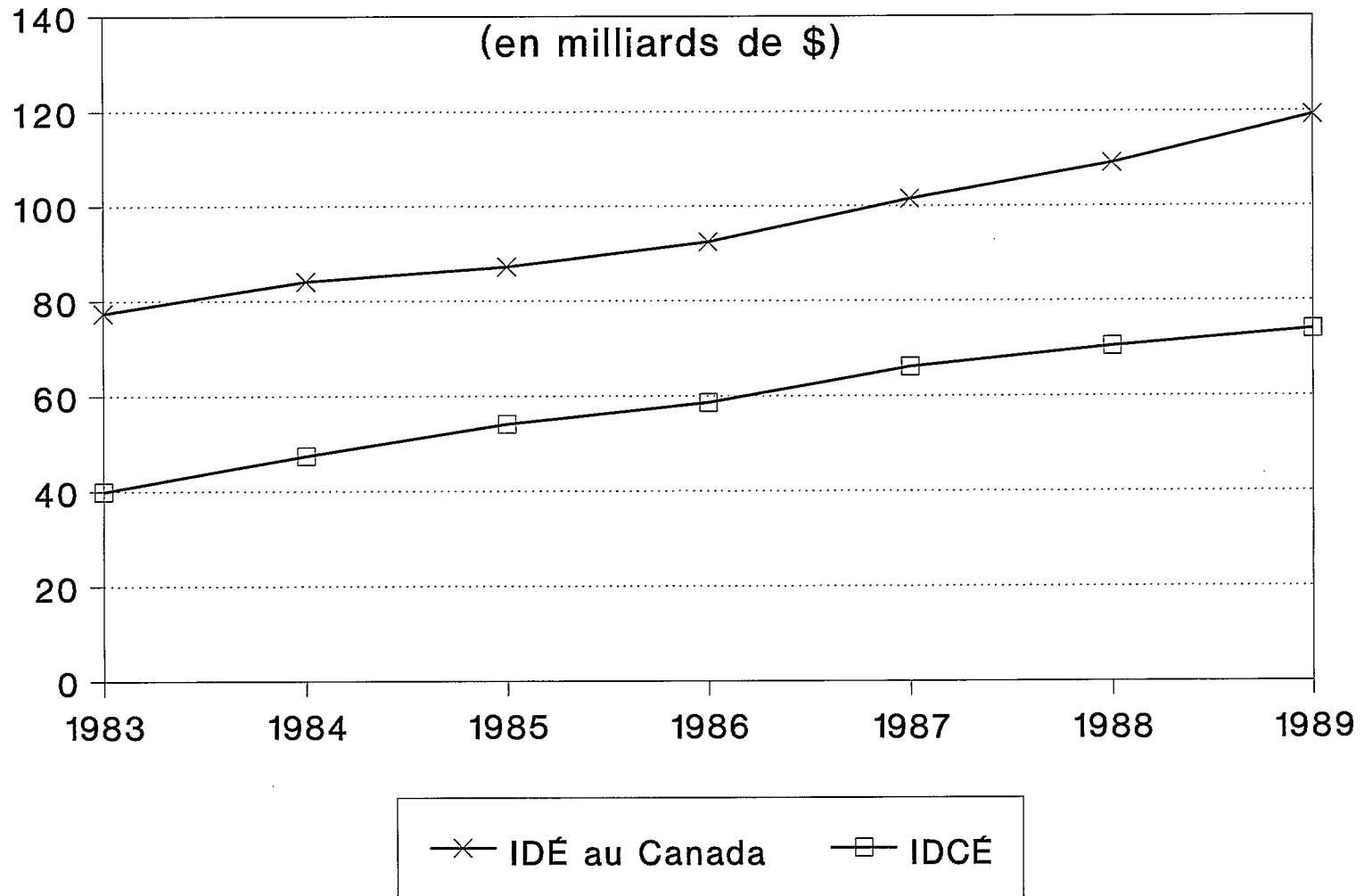
- la figure 28 présente les investissements effectués au Canada par des étrangers, et à l'étranger par des Canadiens;
- le stock des investissements directs canadiens à l'étranger s'est élevé à 74 milliards de dollars en 1989, comparativement à environ 16,4 milliards de dollars en 1978 (le total de 1978 ne comprend pas les IDCÉ faits dans le secteur des services financiers); il s'agit donc d'une augmentation de 351 % au cours de cette période;
- le stock des investissements directs internationaux au Canada s'est pour sa part élevé à 119 milliards de dollars en 1989, comparativement à environ 50 milliards de dollars en 1978; on peut parler dans ce cas d'une augmentation de 138 % pendant cette période;
- si ces tendances s'étaient maintenues, le stock canadien d'éléments d'actif étrangers aurait dépassé assez rapidement les éléments d'actif canadiens détenus par des étrangers; or la poussée qu'ont enregistrée les investissements directs étrangers au Canada ces dernières années a fait s'élargir — du moins temporairement — l'écart existant entre avoirs étrangers au Canada et avoirs canadiens à l'étranger.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 28
Valeur comptable des IDÉ au Canada et des investissements
directs canadiens à l'étranger (IDCÉ)



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 29 : Flux bruts et nets des investissements directs canadiens à l'étranger

- de plus en plus, une stratégie commerciale à l'échelle mondiale exige des entreprises qu'elles soient représentées sur les principaux marchés extérieurs, qu'elles concluent des accords commerciaux et qu'elles contractent des alliances stratégiques;
- les investissements étrangers aident le Canada à se situer à la fine pointe de la technologie et du progrès, ce qui lui est indispensable pour demeurer concurrentiel;
- dans le même ordre d'idées, les investissements canadiens à l'étranger aident les entreprises canadiennes à se trouver de nouveaux débouchés et à profiter des importants progrès technologiques;
- les sorties brutes d'investissements directs canadiens à l'étranger se sont élevées à 12,5 milliards de dollars en 1988 et à 10,5 milliards de dollars en 1989; la figure 29 montre que les investissements à l'étranger ont régulièrement augmenté depuis 1984.

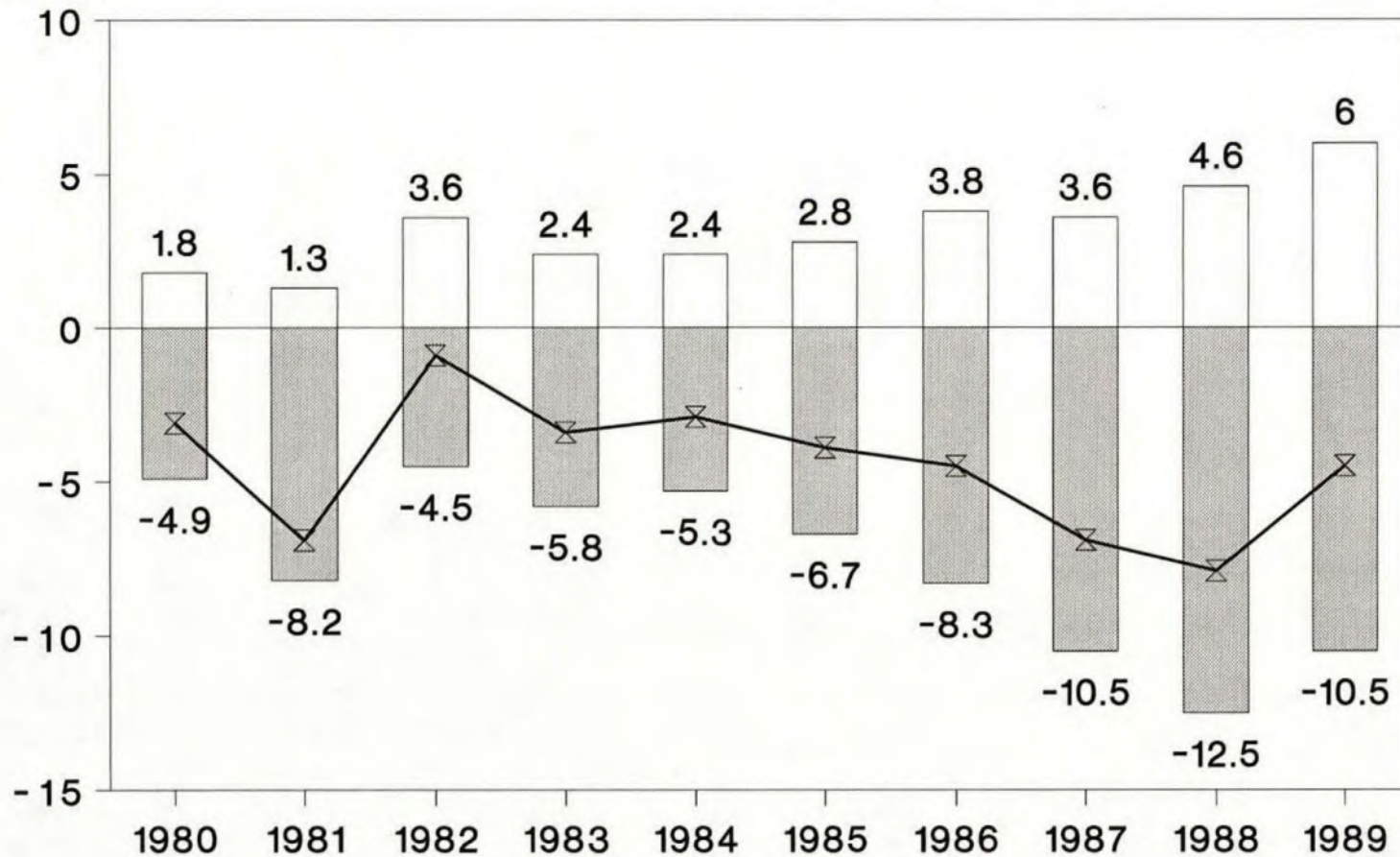


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

(en milliards de \$)

Figure 29
Flux bruts et nets des IDCÉ



Entrées brutes
 Sorties brutes
 Flux nets

Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 30 : Répartition des investissements directs canadiens à l'étranger, selon le pays

- environ les deux tiers des investissements directs canadiens à l'étranger sont effectués aux États-Unis; cette proportion élevée rend compte de l'étroite intégration des économies canadienne et américaine et, notamment, de la multiplication des échanges intrasociétés;
- des pourcentages moins importants des IDCÉ sont en outre effectués au Royaume-Uni (10 %) ainsi qu'à Singapour, aux Bermudes, en Indonésie, au Brésil et en Australie (environ 2 % dans chaque cas);
- en raison de l'importance de plus en plus grande que prennent le Japon et la Communauté européenne, les Canadiens pourraient par ailleurs être poussés à investir davantage à l'avenir chez ces partenaires au sein de la Triade; pour l'instant, les investissements canadiens au Japon dépassent à peine les 200 millions de dollars.

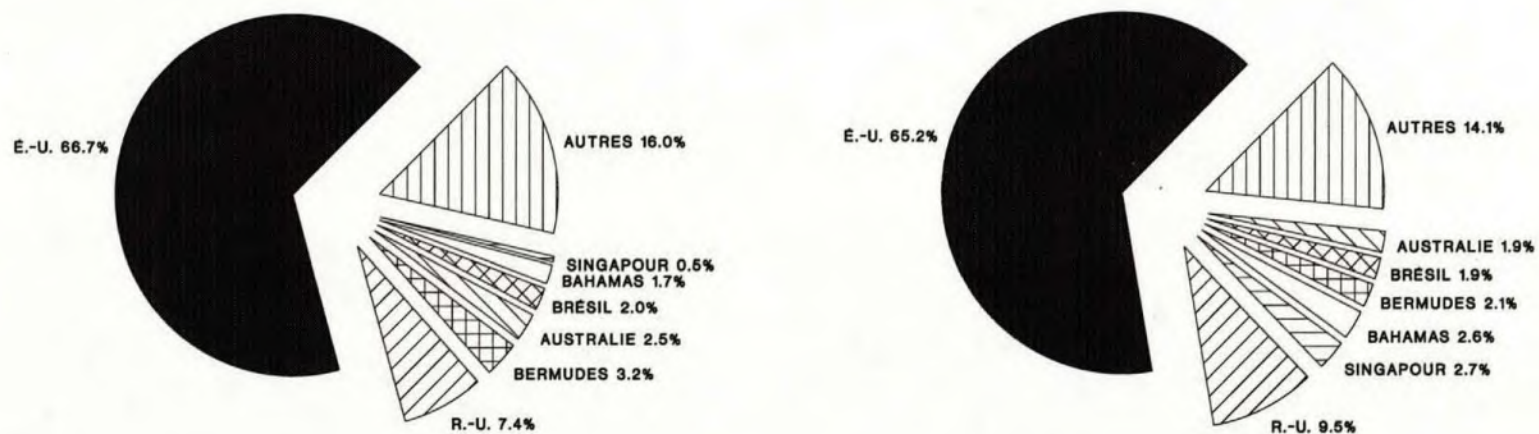


INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 30

Répartition des investissements directs canadiens
à l'étranger, selon le pays, 1983 et 1987



Total de 1983 : 39,9 milliards de \$ Total de 1987 : 66,1 milliards de \$

Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 31 : Répartition des investissements directs canadiens à l'étranger, selon l'industrie

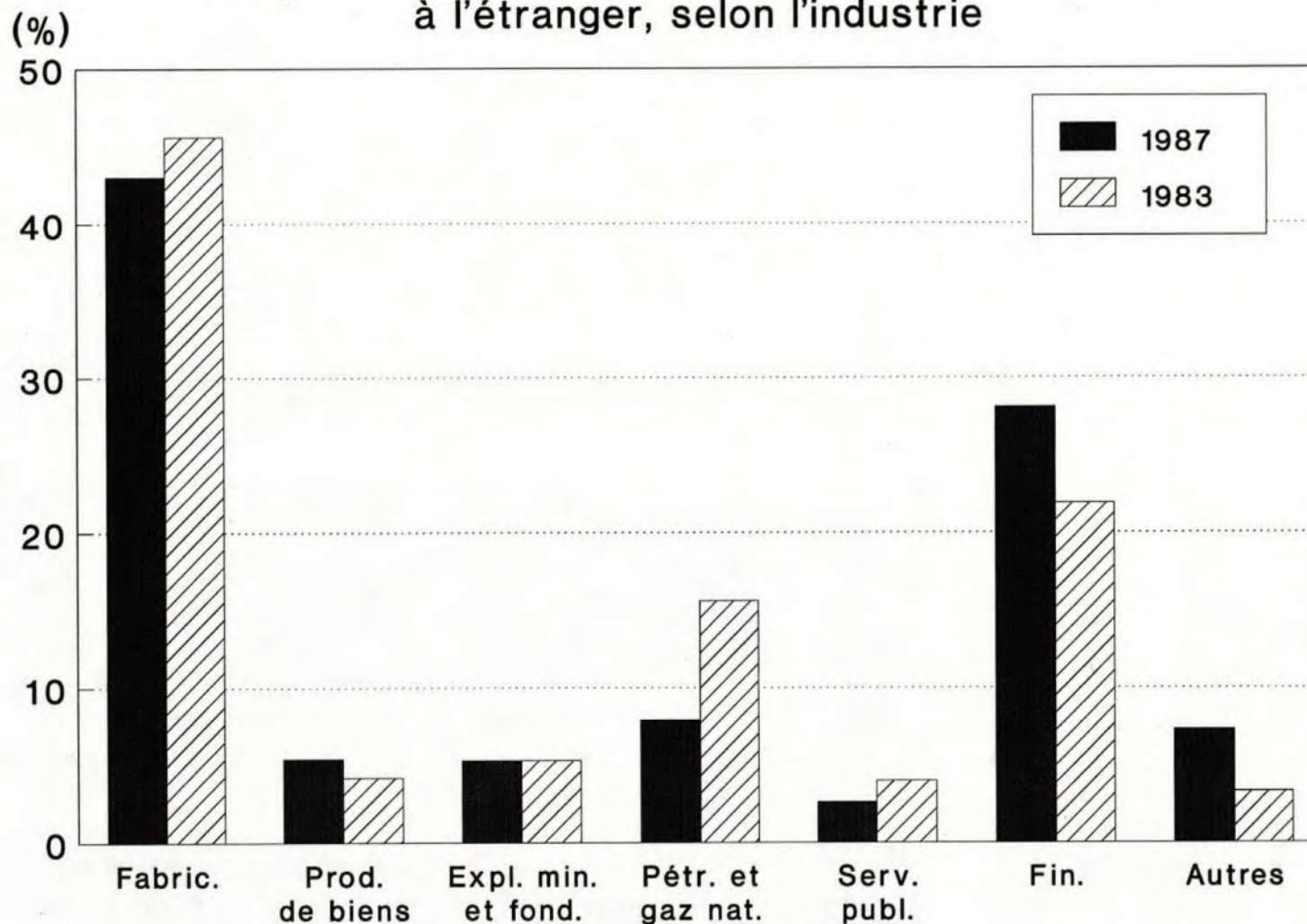
- comme le montre la figure 31, quelque 45 % des investissements directs canadiens à l'étranger (IDCÉ) sont effectués dans le secteur de la fabrication;
- les IDCÉ sont également considérables dans le secteur des services financiers; il convient cependant de préciser que ce secteur a enregistré un certain recul à ce chapitre ces dernières années;
- les IDCÉ dans les secteurs liés aux richesses naturelles, à l'exception de celui du pétrole et du gaz, sont relativement restreints.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 31
Répartition des investissements directs canadiens
à l'étranger, selon l'industrie



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 32 : Nombres d'acquisitions à l'étranger par des entreprises sous contrôle canadien

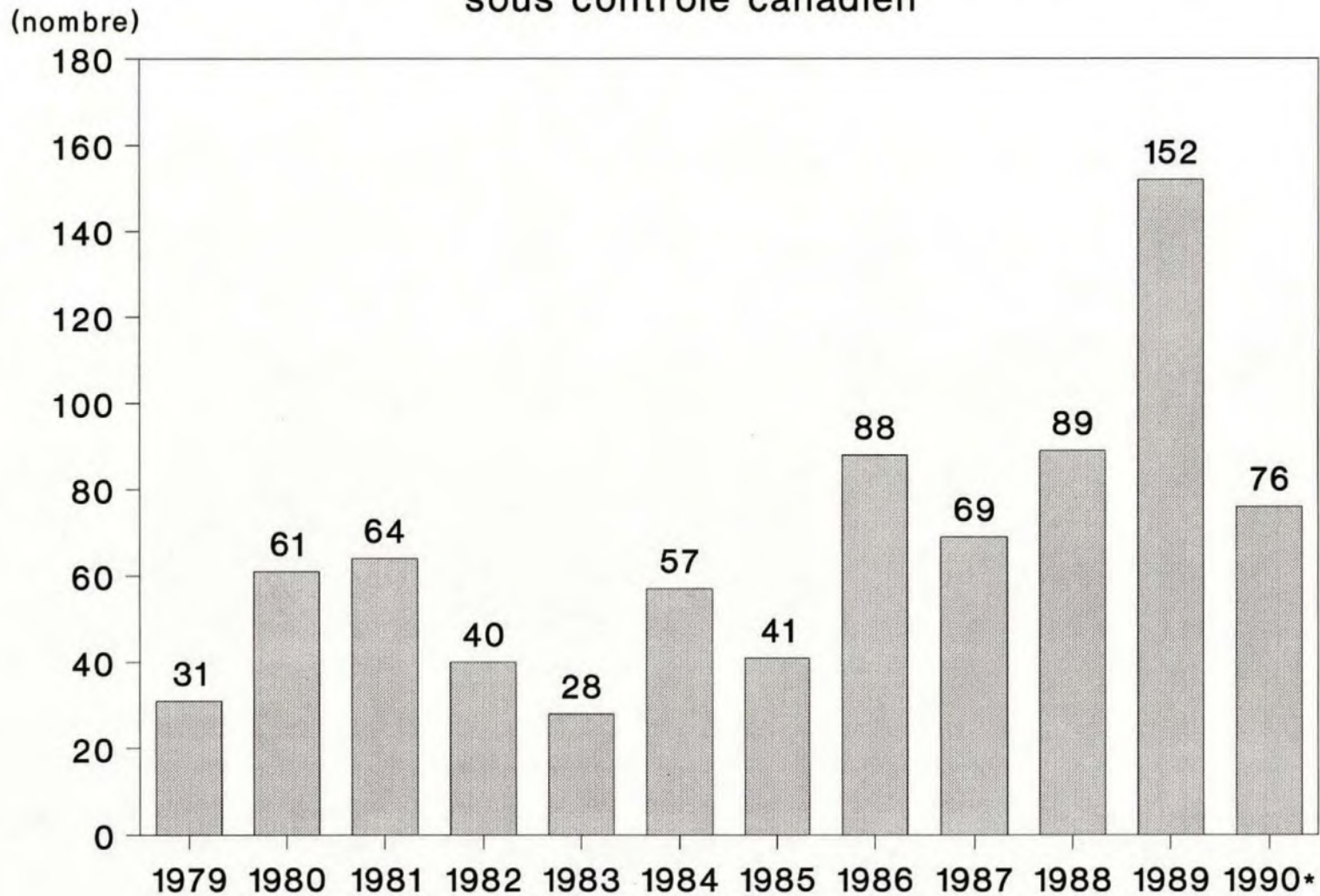
- au même titre que les investissements directs étrangers au Canada, les acquisitions faites à l'étranger par des sociétés sous contrôle canadien contribuent beaucoup à asseoir leur présence sur les marchés mondiaux;
- le nombre d'acquisitions canadiennes à l'étranger s'est considérablement accru en 1989, pour atteindre un niveau record de 152;
- la nette régression du nombre de fusions et d'acquisitions à l'échelle mondiale en 1990 est attribuable au ralentissement de la croissance économique, à la prudence qu'inspirent de plus en plus les prises de contrôle par recours à l'emprunt, et aux déceptions concernant le taux de rendement de fusions et d'acquisitions antérieures; on s'attend à ce que le nombre d'acquisitions canadiennes à l'étranger revienne à son niveau des années 1986 à 1988.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Figure 32
Nombre d'acquisitions à l'étranger par des entreprises
sous contrôle canadien



* Jusqu'en septembre.

Source : *Automated Data Processing*, Ann Arbor, Mich., É.-U.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

Partie D
La position du Canada
au chapitre de l'investissement direct net



**INVESTISSEMENT
CANADA**

**INVESTMENT
CANADA**

Figure 33 : La position du Canada au chapitre de l'investissement direct net

- la position du Canada en tant qu'exportateur ou importateur net d'investissements directs étrangers (par opposition aux placements de portefeuille) est déterminée par l'importance relative des variables suivantes : les entrées nettes d'investissements étrangers, le montant des bénéfiques réinvestis d'investissements étrangers effectués antérieurement au Canada, l'accroissement de la valeur des investissements étrangers découlant d'ajustements de la valeur comptable des éléments d'actif dont la propriété est transférée, les sorties nettes d'investissements directs canadiens, et les modifications du stock d'éléments d'actif canadiens à l'étranger attribuables au réinvestissement des bénéfiques et aux ajustements de la valeur comptable de ces éléments d'actif;
- les différents graphiques à colonnes de la figure 33 présentent tous ces facteurs de façon sommaire; le graphique occupant le coin supérieur droit montre l'effet net des flux extérieurs, tandis que celui se trouvant dans le coin inférieur droit indique l'effet net des bénéfiques réinvestis et des ajustements de la valeur comptable des éléments d'actif (au regard tant des investissements étrangers au Canada que des investissements canadiens à l'étranger);
- le graphique principal montre pour sa part l'effet net de tous ces facteurs; pendant la première moitié des années 1980, le Canada a surtout été un exportateur net d'investissements directs étrangers; cependant, depuis 1985, il est redevenu — comme c'était d'ailleurs le cas au cours de la période de l'après-guerre jusqu'en 1978 — un important importateur net d'investissements directs étrangers; en 1989, les importations directes de capitaux se sont chiffrées à 6,5 milliards de dollars;
- la figure 33 ne tient pas compte des dividendes versés aux actionnaires étrangers de sociétés établies au Canada; ces dividendes se sont élevés à 34,2 milliards de dollars au cours de la période 1980-1988; le paiement de dividendes n'influe pas sur le stock des investissements directs étrangers;
- la figure ne fait également pas état des entrées de dividendes, qui se sont élevées à 16 milliards de dollars pendant la même période.

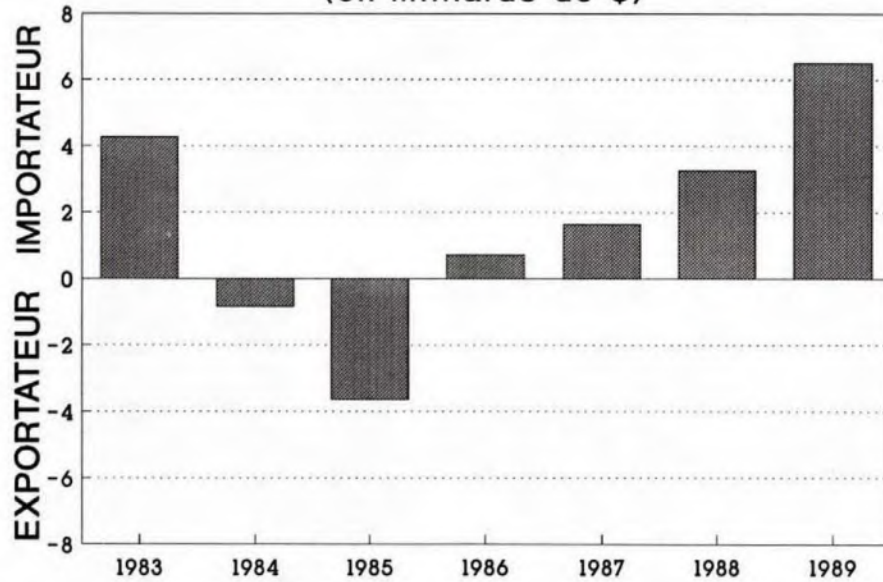


INVESTISSEMENT
CANADA

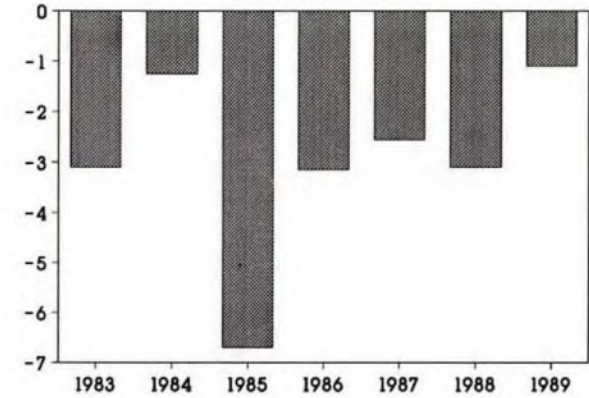
INVESTMENT
CANADA

Figure 33

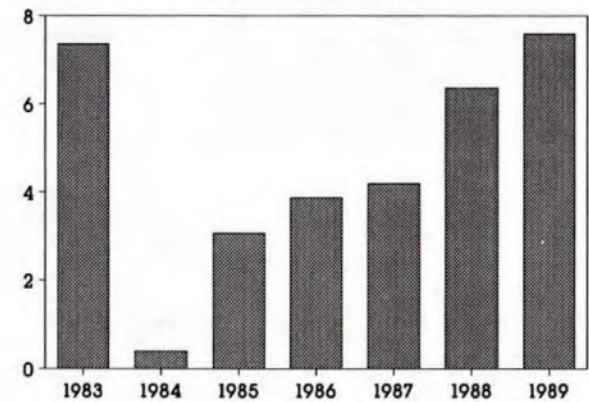
Exportation et importation nettes
d'investissements directs
(en milliards de \$)



FLUX NETS DES IDE MOINS FLUX NETS DES IDCE
(en milliards de \$)



BÉNÉFICES RÉINVESTIS ET AUTRES FACTEURS
(en milliards de \$)



Source : Statistique Canada.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

